

L'ÉCOLE PUBLIQUE

VOIR NOTRE DOSSIER PAGES 9 à 14

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 422 - 2 octobre 1976 - prix : 3 F

**l'Allemagne
à la veille
des
élections
législatives**

P. 6 et 7

LE 7 OCTOBRE

les travailleurs doivent faire entendre leur

**MOYEN-ORIENT:
LES POTENCES ET LES
CHARS SYRIENS CONTRE LA
RESISTANCE PALESTINIENNE**

P. 20

REFUS du PLAN BARRE - GISCARD

**GREVE GENERALE
AU PAYS BASQUE
UNANIMITE AU
COMPTE DU
NATIONALISME**

P. 8



SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Pages 6 et 7 :

- La République fédérale allemande à la veille des élections législatives.
- Schmidt ou Kolh : bonnet blanc et blanc bonnet.

Page 8 :

- Grève générale au Pays Basque : une unanimité au compte du nationalisme.
- Portugal : le PS aux ordres des propriétaires
- Inde : les pleins pouvoirs remplissent les prisons.

Page 20 :

- Liban : nouvelle offensive d'Assad contre les Palestiniens et la gauche libanaise.
- Rhodésie : la fin du pouvoir blanc.

DOSSIER

Pages 9 à 14 :

L'ECOLE PUBLIQUE

- L'école pour tous, la culture pour quelques-uns.
- Historique et résultats des systèmes d'enseignement.
- Les écoliers : l'inégalité des chances.
- Pour une école au service de la population.

DIVERS

Page 17 :

- Livres : Le PC de Jean Elieinstein ; La démocratie à Sacramento de Jacques Arnault ; Le bonheur est dans le pré de Pierre Bonte.

Page 18 :

- Films : Les hommes du président de Alan J. Pakula ; Un éléphant, ça trompe énormément d'Yves Robert.
- L'affaire du Watergate : enquête policière et affaire politique.

Page 19 :

- Aux Dossiers de l'écran : « Les agents sont de braves gens ».

EN FRANCE

Pages 4 et 5 :

- Lu avec intérêt :
 - Le congrès de la LCR - ETA VI.
 - Un négrier en procès.
 - Les juges enjoignent au FBI de mettre fin à la surveillance sur le Socialist Workers Party.
 - Une protestation d'intellectuels polonais contre la répression anti-ouvrière.
- Barta.
- Robert Louzon est mort.
- Page 15 :
 - Le Centre Beaubourg : échafaudages et peaux de bananes pour Chirac !
 - La momie et le président.
 - Suite de l'affaire Ceccaldi : les avertissements volent bas.
 - Le réacteur nucléaire Super-Phénix contesté : le profit passera-t-il avant la sécurité ?
- Page 16 :
 - Polymécanique (Pantin) : jour de paye, jour de colère.
 - Grève au magasin Record de Saint-Herblain Loire-Atlantique).
 - 78.000 F : la paye du P-DG du Crédit Lyonnais !
 - Unelec (Vierzon) : malade ? la porte !
 - Restructuration de l'électromécanique : que deviennent les travailleurs ?
 - CTR (Rueil) : on a des voitures, mais pas de sous.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :
SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

PLAN BARRE :

des faveurs pour la bourgeoisie

TVA :

8 milliards

qui n'iront pas

aux consommateurs

Le taux normal de TVA qui s'applique, entre autres, aux produits électro-ménagers, aux produits d'entretien, aux meubles, etc., passera de 20 % à 17,6 %.

Ce sont ainsi 8 milliards qui n'iront pas dans les caisses de l'Etat.

Mais où iront-ils ? Dans nos poches ? C'est ce que laisse entendre le gouvernement en présentant cette mesure comme une compensation à l'austérité générale. Et il semblerait logique qu'un objet électro-ménager, par exemple, qui coûte actuellement 120 F toutes taxes et ne continuaient pas à vendre coûte plus que 117,60 F après la baisse de TVA... à condition que le prix hors taxes ne change pas.

Mais comme cette réduction de la TVA ne prendra effet qu'en janvier 1977, juste au moment où les prix seront libérés, les patrons et les commerçants auraient perdu le sens des affaires s'ils n'élevaient pas immédiatement leurs prix hors taxes et ne continuaient pas à vendre leurs produits aux prix antérieurs. Histoire de récupérer, en douceur grâce à l'Etat ces 8 milliards.

PRIX :

des hausses

différées

D'après le plan Barre, les prix sont bloqués pour trois mois, ceux des services publics pour six mois.

Déjà tout a augmenté. Industriels et capitalistes de la distribution ont pris de l'avance, et très récemment encore. (Rien qu'en août, la hausse des prix des produits alimentaires a été de 1,6 %). L'Etat a fait de même : train, électricité, timbre-poste, tout a augmenté juste avant ou pendant les vacances. Et pour faire bonne mesure, les loyers des HLM avaient eux aussi augmenté en juillet. Et pour tout arranger, les prix alimentaires, eux, ne sont pas bloqués et les industriels sont autorisés à répercuter sur leurs prix la hausse du carburant. Autant dire que rien n'est bloqué en fait et qu'il s'agit d'un bluff total.

Alors, que signifient ces trois mois ou six mois de « blocage » ?

Rien d'autre que le feu vert donné aux industriels pour de nouvelles hausses de prix en janvier 1977.

SALAIRES :

blocage immédiat

En 1977, les salaires suivront la hausse des prix. C'est ce qu'a annoncé Raymond Barre, et il a même fixé la hausse des prix prévue pour l'année : 6,5 %.

Chiffre ridicule si l'on sait que, même d'après les statistiques officielles, de janvier à août 1976, la hausse a été de 6,3 % (la hausse annuelle prévue étant de 7,5 % !).

Et chiffre faux de surcroît, l'indice gouvernemental n'ayant qu'un rapport éloigné avec la réalité.

En fait, cette « hausse modérée » des salaires prévue pour 1977 signifie une régression accentuée du pouvoir d'achat qui, selon la CGT, équivaldra au moins à amputer d'un demi-mois le salaire annuel des travailleurs.

Qui n'est pas

privilegié ?

Beaucoup de travailleurs auront une mauvaise surprise en recevant leur feuille d'impôts et en y

découvrant le fameux super-impôt taxant, paraît-il, uniquement les hauts et moyens revenus.

Car pour un couple sans enfant, il suffit que chacun gagne environ 2200 F par mois - chiffre cité par la CGT - pour être touché, par le super-impôt. Avec un enfant, il suffit de deux salaires de 2460 F par mois, et avec deux enfants, de deux salaires de 2.700 F par mois.

Barre pense-t-il nous faire croire ainsi que les salariés sont presque tous des privilégiés ?

4 % de rien

= rien

L'impôt sur les bénéfices des sociétés va être augmenté de 4 %. Mais la plupart des sociétés, et non des moindres (Rhône-Poulenc, Sacilor) ne font pas de bénéfices officiellement. Une judicieuse comptabilité et un système fiscal sur mesure permettant aux trusts de conserver les milliards (18 milliards de francs actuels en 1974) qui devraient rentrer dans les caisses de l'Etat.

Alors 4 % de plus sur rien, voilà qui ne sera pas trop lourd à supporter pour les patrons.

Les cadres remis à leur place

Le comité confédéral de la CGC, réuni le 29 septembre, a décidé de refuser le plan Barre et de lancer une campagne de protestation.

Voici encore un allié de moins pour Barre à la recherche d'un consensus social. Mais pouvait-il en être autrement ? Le plan Barre s'en prend aux salariés, à tous les salariés. Et les cadres subissent une lourde pression fiscale, à la différence des bourgeois qui ont mille et une manières de soustraire leurs revenus au fisc.

Aussi la grogne s'installe-t-elle dans cette catégorie sociale, peu hostile au régime jusqu'à présent.

Brutalement les mesures gouvernementales leur rappellent leur véritable place dans la société. Malgré leurs privilèges, quand il s'agit pour les bourgeois de serrer la vis et de prendre dans la poche des travailleurs, les cadres sont mis sur le même plan que les ouvriers. La réaction de la CGC ne va quand même pas jusqu'à participer à la journée du 7 octobre. Sa protestation n'est pas dans la rue mais auprès des parlementaires de la majorité. « Si vous voulez nos voix aux prochaines échéances électorales... »

La CGC est encore bien loin de proposer de joindre le combat des cadres à ceux des autres salariés. Mais en tout cas, les coups de barre du pouvoir contre les cadres l'ont déjà

Il existe des impôts qui n'augmentent presque pas

Un tableau paru dans l'Humanité du 24 septembre présente le projet de budget de l'Etat pour 1977, comparé au budget de 1976. Plus que tous les grands discours, il montre bien qui, finalement, va faire les frais du fameux plan de redressement, du moins au point de vue fiscal.

Les recettes fiscales de l'Etat se décomposent en impôts indirects, impôts sur les revenus, impôts sur les sociétés et impôts divers. C'est la comparaison des chiffres donnés pour l'impôt sur le revenu et pour l'impôt sur les sociétés qui est la plus révélatrice. En 1976, 66,7 milliards venaient de l'impôt sur le revenu. En 1977 l'Etat nous prélèvera 72,9 milliards, soit un accroissement de 9,3 %. L'impôt sur les sociétés était, lui, de 39,6 milliards en 1976, il passera à 40,4 milliards en 77 soit une augmentation de 2,1 % seulement !

Pour les entreprises, pour les capitalistes, l'impôt va augmenter presque cinq fois moins que pour les particuliers. C'est probablement ce qu'on appelle la lutte pour une plus grande justice fiscale...

obligée à prendre quelques distances d'avec lui.

Les retournements de Bergeron

En l'espace de quelques jours, Bergeron a modifié son attitude à l'égard du plan Barre. La confédération FO en avait d'abord « pris acte » sans hostilité, remarquant avec une relative satisfaction le blocage des prix et qu'il n'était pas porté atteinte à la politique contractuelle.

Puis le lundi 27 septembre, devant la Commission exécutive de Force Ouvrière Bergeron a finalement découvert que les mesures envisagées par le gouvernement laissaient peu de place aux négociations salariales - ce qui était l'évidence même... Bergeron a même envisagé la grève « arme ultime que FO sort rarement » comme le note Le Monde. Qu'on se rassure, la confédération n'a pas l'intention de se joindre à la grève du 7 octobre dont elle condamne le caractère politique.

Ainsi ce n'est pas la politique de Bergeron qui a fondamentalement changé. Comme il l'a dit lui-même, ce sont les réactions des militants de FO, « très dures et plus vives que nous ne l'imaginions nous-mêmes », qui l'ont amené à déclarer ouvertement son hostilité au plan gouvernemental. En définitive le revirement de FO traduit à sa manière le mécontentement avec lequel le plan Barre est accueilli dans l'ensemble de la classe ouvrière.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE

pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

LUTTE OUVRIERE

Le 7 octobre, les travailleurs doivent faire entendre leur refus du plan Barre-Giscard

EDITORIAL

Une semaine après Raymond Barre, Giscard d'Estaing est donc venu à son tour devant les caméras de télévision, afin d'exhorter la population de ce pays à accepter le plan d'austérité du nouveau gouvernement. Et l'on ne sait ce qui a le plus contribué à lui donner l'air sombre qu'il avait mercredi soir, de l'évocation du lâchage de Chirac (« La majorité - a affirmé Giscard - doit accepter et assumer son rôle, qui est celui de gouverner, avec les difficultés et l'incompréhension qui s'y rattachent »), ou du sentiment, pendant qu'il en appelait une nouvelle fois à la « solidarité », qu'il n'était pas possible que les travailleurs « marchent » et accordent le moindre crédit à son discours.

Et les travailleurs ne marchent pas. La ficelle est trop usée. Il y a trop longtemps qu'à chaque difficulté économique on applique une politique qui, au nom de la prétendue « solidarité nationale », vise à sauvegarder les profits capitalistes, au détriment de la population laborieuse.

Quand Giscard déclare sans rire que « la devise de la République française ne peut être « Liberté, Egalité et Egoïsme », les travailleurs savent bien, eux, que le seul mot qui correspondrait à la réalité dans cette formule, c'est au contraire « Egoïsme ». L'égoïsme, non seulement de quelques individus, mais de toute une classe sociale, celle des patrons et des banquiers. N'est-ce pas en effet ériger cet égoïsme-là en principe, que d'affirmer qu'il est juste que toute la vie sociale repose sur la course au profit ? Et s'il y a aujourd'hui un million de chômeurs, n'est-ce pas parce que, en vertu de cet égoïsme-là, les patrons ont préféré jeter à la rue ces travailleurs plutôt que de restreindre leurs bénéfices ? Si tous les prix ne cessent d'augmenter, n'est-ce pas aussi parce que, en vertu de cet égoïsme-là, les patrons préfèrent alimenter l'inflation plutôt que de voir leurs profits diminuer ?

Malgré tous les discours de Giscard sur la « solidarité », le plan Barre n'échappe pas, lui non plus, à la règle. C'est un plan fait par les représentants des patrons au bénéfice des patrons. Quel que soit le chapitre qu'on examine, on s'aperçoit vite que sous le brouillard des bonnes paroles, le résultat est le même : prendre de l'argent aux salariés, pour le redistribuer aux capitalistes. Il faut d'ailleurs une sacrée dose de cynisme pour venir déclarer : « Les

plus modestes d'entre vous, le plus grand nombre d'entre vous... n'ont pas à s'inquiéter... Ils ne seront pas touchés », quand un papier et un crayon suffisent pour qu'une famille ouvrière se rende compte de ce que va lui coûter directement le plan Barre, sans compter les effets du blocage des salaires que les patrons s'efforceront de rendre réels, et de la hausse des prix (de ceux qui ne sont pas bloqués, cela va de soi, comme aussi de ceux qui le sont, on peut en être sûr).

Face à la cynique agression contre le niveau de vie des travailleurs que constitue le plan Barre, la classe ouvrière ne peut avoir d'autre perspective que la riposte. Celle-ci n'a déjà que trop tardé. Et il faut que la journée du 7 octobre démontre au patronat et au gouvernement que les travailleurs en ont assez, qu'ils ne sont pas dupes et qu'ils n'entendent pas faire les frais de la crise du système capitaliste. Pour cela, il faut que les mots d'ordre de grève soient suivis le plus massivement possible, il faut que les manifestations rassemblent le maximum de travailleurs. Il faut que personne ne puisse ignorer la colère ouvrière.

Nous savons certes qu'il ne suffira pas d'une journée de grève et de manifestations pour faire reculer le patronat et son gouvernement. Et nous savons aussi que les états-majors syndicaux sont plus soucieux de faire la démonstration de leur influence sur les travailleurs que de préparer une véritable riposte ouvrière à la politique du patronat et de son Etat. Mais justement, aux directions syndicales, nous devons démontrer aussi que nous sommes résolus à ne pas nous laisser faire, que nous sommes résolus à faire que le plan Barre et de Giscard ne soit rien d'autre qu'un chiffon de papier, que nous sommes résolus à lutter contre l'augmentation de la fiscalité qui touche les travailleurs, contre les licenciements et pour le partage du travail entre tous sans diminution du niveau de vie, pour la revalorisation des salaires et pour une véritable échelle mobile. Il n'y a que comme cela que nous pouvons contraindre nos directions syndicales à marcher sur le chemin de la lutte.

TRAVAILLEURS, LE 7 OCTOBRE, TOUS DANS LA GREVE ET DANS LA RUE !

Arlette LAGUILLER

Corse :

La Légion au pilori

L'assassinat de deux bergers corses par un jeune légionnaire a soulevé à Corte et dans toute l'île une émotion qui dépasse la réaction devant un fait divers odieux, pour prendre une dimension politique.

A la légitime colère des habitants du village natal des deux victimes s'ajoute le ressentiment de nombreux Corses dans la région contre les exactions commises, dans un passé récent, par des légionnaires encaernés ou en rupture de ban. S'ajoutent aussi, bien sûr, les revendications des autonomistes et des nationalistes qui depuis longtemps réclament le départ de la Légion et dénoncent le rôle répressif que cette force « colonialiste » pourrait être amenée à jouer. S'ajoute enfin la crainte de voir coexister bientôt légionnaires et étudiants dans la future université de Corte — la première de l'île et qui doit drainer de tous les

coins de Corse un certain nombre de jeunes, plus ou moins influencés par les idées autonomistes.

Toutes ces raisons entraînent une quasi-unanimité de réaction. Dans la population, parmi les autonomistes, dans les partis ouvriers traditionnels — le groupe communiste à l'Assemblée nationale demande la dissolution de la Légion — chez les élus locaux, pour une fois décidés à se mêler de cette affaire, et même chez le sous-préfet, d'abord réticent puis de plus en plus coopérant, et finalement même chez le commandant de la Légion à Corte qui estime que dans ces conditions il vaudrait peut-être mieux partir.

Quelles que soient les motivations de chacun, cette unanimité apparente a pour but de désamorcer une situation tendue et qui pourrait être mise à profit par les groupes auto-

mistes. Pourtant même si cette opération permet le retour au calme attendu, il n'en restera pas moins que l'indignation de la population corse, le réflexe de solidarité qui a joué contre la Légion, c'est-à-dire contre un corps de répression complètement coupé de la population et mal toléré par elle, ne peuvent que créer un climat favorable, sinon aux terroristes, du moins à ceux qui militent aujourd'hui en Corse sur le terrain de l'autonomie.

Les autorités en sont conscientes et c'est pourquoi, contrairement à leur réaction lors de l'explosion du Boeing d'Air France, elles tempèrent leur réaction et semblent vouloir chercher à ne pas envenimer la situation, malgré les attentats contre la sous-préfecture et les coups de feu tirés contre les gendarmes.

Colette BERNARD.

Drôle d'affaire

Le compositeur Francis Lopez était connu pour ses opérettes. Il l'est maintenant pour avoir été victime d'un hold-up au cours duquel a été enlevé un de ses amis et commanditaires, François Fériel, un industriel et banquier qui, d'après France-Soir, a une « surface financière considérable ».

Par crainte des représailles pouvant toucher sa femme et son fils, dit-il, Francis Lopez n'a pas prévenu la police, qui fut avertie par des voisins.

Nous ne connaissons évidemment rien des dessous de cette histoire. Nous pouvons juste noter comme tout le monde qu'il y a des villas où en quelques minutes on peut raffer pour un million de butin, comme, au cours de l'affaire Vathaire-Dassault, on pouvait noter qu'il y avait des hommes qui pouvaient retirer huit millions d'un coup dans une banque. Et à travers les déclarations des uns et des autres on peut aussi se rendre compte que les malfaiteurs étaient parfaitement au courant des habitudes des Lopez et de Fériel. Au point que Francis Lopez a déclaré : « J'ai mon idée. J'ai confié mes soupçons dans une lettre à mon notaire. Il ne devra l'ouvrir que s'il arrive malheur à moi ou à ma famille ».

Entre le beau monde et le Milieu, il semble décidément y avoir un certain nombre de liens.

S.F.

lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

quotidien communiste révolutionnaire

rouge

LE CONGRÈS DE LA LCR-ETA VI

Rouge du vendredi 24 septembre fait état du congrès de la LCR-ETA VI, organisation sympathisante de la IV^e Internationale, et publie des extraits de la déclaration politique adoptée en congrès.

LA LCR-ETA VI PRESENTE PUBLIQUEMENT LES RESOLUTIONS DE SON CONGRES

« C'est au mois d'août dernier que s'est tenu le 1^{er} congrès de la LCR-ETA VI, qui a sanctionné définitivement la fusion entre les deux organisations. (...) »

Ce premier congrès a en outre décidé que le nom de l'organisation serait désormais Ligue Communiste Révolutionnaire, sauf en Euskadi, où le congrès national de cette nationalité décidera du nom de

l'organisation. Deux autres congrès de nationalités se tiendront en Galice et en Catalogne, ainsi que des conférences dans les autres régions de l'Etat espagnol, pour adapter à chaque région les résolutions du congrès. Dimanche dernier ont eu lieu, en Euskadi, en Catalogne, en Galice et à Madrid, les conférences de presse de présentation du congrès et de l'organisation. C'est au cours de ces conférences de presse qu'ont été présentés les « hommes publics », les militants et les militantes qui représenteront désormais officiellement et publiquement l'organisation obligée de rester semi-clandestine, dans chaque province ».

EXTRAITS DE LA DECLARATION POLITIQUE ADOPTÉE PAR LE 1^{er} CONGRES DE LA LCR-ETA VI.

« Face à la « Réforme constitutionnelle », à une quelconque farce électorale ou plébiscitaire, à une quelconque négociation d'un « processus évolutif » vers une réforme au rabais, nous exigeons la convocation immédiate d'élections à une Assemblée Constituante élue au suffrage universel avec le droit de vote à 16 ans.

Face à la tentative légitimiste de maintenir la royauté juan-carliste, la République doit être proclamée, puisque cette monarchie héritée du franquisme est incompatible avec la démocratie.

Face au maintien de l'oppression des nationalités de l'Etat espagnol et la négation de leur droit d'autodétermination, nous réclamons l'élection immédiate, au suffrage universel, d'une Assemblée nationale en Euskadi, en Galice et en

Catalogne, qui garantisse la pleine souveraineté et le droit à l'autodétermination de ces nationalités.

Face à la farce de « démocratie » que prétend accorder le régime, nous exigeons la reconnaissance immédiate des libertés démocratiques, en premier lieu la légalisation de tous les partis politiques et organisations ouvrières, l'amnistie pour tous les prisonniers politiques et les exilés.

Face à la tentative de conserver l'appareil d'Etat franquiste, nous exigeons son démantèlement complet, la dissolution des corps répressifs et des tribunaux d'exception, le châtiment des crimes de la dictature, l'épuration des fascistes de l'administration, l'armée, l'éducation, la justice.

En liaison avec la lutte pour ces objectifs élémentaires, nous devons impulser les mo-

biliations contre la tentative du gouvernement et des capitalistes de faire retomber sur les épaules des travailleurs les conséquences de la crise économique.

La lutte pour l'amnistie du travail, pour l'augmentation générale des salaires, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail pour l'ensemble des revendications ouvrières, va connaître une extension spectaculaire au cours des prochains mois. C'est en combinant cette mobilisation de la classe ouvrière avec la lutte pour la liberté et la démocratie que tous les partis et organisations ouvrières doivent unir aujourd'hui leurs efforts dans la préparation et la réalisation d'une grève générale pour abattre la dictature. Cette grève générale est possible et nécessaire. »

Libération

UN NÉGRIER EN PROCÈS

Mercredi 29 septembre s'est ouvert à Aix-en-Provence un procès intenté par neuf travailleurs turcs à M. Jean-Paul Bernard, un « marchand d'hommes », un « négrier ». Il aura fallu deux ans et demi pour que l'affaire revienne au grand jour. C'est un peu long.

« L'affaire remonte à plus de deux ans. Elle éclate au grand jour le 30 avril 1974, quand neuf travailleurs turcs déclenchent une grève illimitée et déposent au tribunal d'Aix-en-Provence une plainte contre X. Parallèlement, ils tiennent une conférence de presse au cours de laquelle ils révèlent l'existence à Marseille d'un véritable réseau de main-d'œuvre étrangère importée clandestinement et livrée à un entrepreneur de la région Aix-Marseille, Jean-Paul Bernard.

Comment fonctionnait ce réseau ? Les travailleurs, généralement paysans dans leur pays d'origine, étaient contactés dans leur village, soit par des intermédiaires, soit directement par les trafiquants. Attirés par diverses promesses plus alléchantes les unes que les autres, ils vendaient leurs maigres biens pour assurer les frais de voyage et les différentes formalités exigées par les trafiquants. Moyennant 10.000 livres turques, soit 3.500 francs (alors qu'un voyage Istanbul-Marseille vaut 230 francs et que les formalités d'introduc-

tion légale sont gratuites), les paysans, munis d'un simple passeport délivré grâce à la complicité de personnalités turques, étaient acheminés en autocar de la Turquie à Marseille. A leur arrivée à la gare de Saint-Charles, à Marseille, où on leur conseillait de se faire passer pour des touristes, ils étaient pris en charge par Jean-Paul Bernard accompagné de Xavier Heken Roth (le neveu du préfet de police de Marseille à l'époque) et emmenés à la carrière de la Fossette à Fos.

Là commençaient l'enfer et les désillusions. On leur avait promis des studios : ils se retrouvent parqués dans deux baraquements Algeco sur le chantier même, sans WC, sans eau chaude, sans douche, exposés aux dangers des explosions de dynamite sur le chantier. Quant aux conditions de travail, les travailleurs étaient victimes d'une exploitation particulièrement odieuse : « Nous avons été traités comme de véritables esclaves : douze heures de travail par jour, six jours par semaine, le samedi et le dimanche obligation de garder le chantier sur le premier venu avec une Winchester donnée par le patron ». Après un mois de cet esclavage, pas de salaire, à l'exception de deux d'entre eux qui touchent en tout et pour tout 200 francs. »

THE MILITANT

LES JUGES ENJOignent AU FBI DE METTRE FIN A LA SURVEILLANCE POLICIÈRE SUR LE SOCIALIST WORKERS PARTY

Il y a environ un an et demi, l'organisation trotskyste américaine SWP (Socialist Workers Party — Parti Socialiste des Travailleurs) et son organisation de jeunesse, la YSA (Young Socialists Alliance — Alliance des Jeunes Socialistes), entamaient une action en justice contre le célèbre FBI, qu'ils accusaient de cambriolage et d'avoir introduit des indicateurs dans leurs rangs. L'affaire a fait quelque bruit. Des révélations se sont accumulées. Aujourd'hui, c'est l'attorney général qui en vient à ordonner au FBI de cesser ses tristes activités dans le SWP.

Pour le lecteur français, il peut être utile de préciser que les socialistes dont il est question dans les extraits qui suivent, sont les camarades du SWP eux-mêmes.

LES JUGES ENJOignent AU FBI DE METTRE FIN A LA SURVEILLANCE POLICIÈRE SUR LE SWP.

« Dans un geste sans précédent historique, l'attorney

général des Etats-Unis a contraint le FBI à arrêter son « enquête » sur le SWP et l'Alliance de Jeunes Socialistes. Peter Camejo, le candidat du SWP à la présidence des Etats-Unis, a salué cette décision comme une « victoire pour les droits démocratiques de tous les Américains ». (...) »

Il a déclaré que la décision de l'attorney général Edward Levi allait « accélérer maintenant l'allure, le champ d'application et l'impact » des poursuites engagées contre le FBI et les autres agences de polices fédérales, actuellement entendues par la cour fédérale de district de Manhattan. (...) »

En août, le SWP a publié des documents qu'il avait tirés de son dossier, montrant que le FBI faisait état de 66 informateurs se faisant passer pour membres du SWP et de l'YSA. De plus, quelque 1.300 informateurs occasionnels, ne se faisant pas passer pour membres du SWP, ont fourni des enseignements sur les socialistes ainsi que sur d'autres partis politiques, des organisations de Noirs et de

femmes, des syndicats, depuis 1960. (...) »

Certains officiels du ministère de la Justice de Washington sont inquiets, selon certains renseignements, de ce que le départ simultané de 66 indicateurs risquerait de les faire identifier. Ils aimeraient étaler dans le temps la période au cours de laquelle les informateurs quitteraient le parti. (...) »

Au cours des derniers mois, l'affaire soulevée par le SWP et l'YSA a figuré au premier plan du débat national sur les droits démocratiques et les contrôles policiers. Comme le dit cette semaine l'hebdomadaire libéral largement répandu The Nation, le SWP a été « la source de toute une série de révélations sur le FBI et autres agences policières ».

Naturellement, les officiels du ministère de la Justice ne veulent pas reconnaître que la décision de l'attorney général vient à la suite du procès entamé par le SWP. Ils essaient de la faire passer pour le résultat d'une enquête administrative normale. »

lu avec intérêt

N° 21 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

rouge

Une protestation d'intellectuels polonais contre la répression anti-ouvrière en Pologne

Si le gouvernement polonais a dû reculer face à la protestation ouvrière en juin dernier en abandonnant son projet d'augmentation des prix ou du moins en le différant, la répression n'a pas cessé depuis les émeutes de Radom.

Par centaines, des ouvriers ont été mis à pied durant plusieurs semaines, réintégrés ensuite à des qualifications inférieures. Il y a eu 53 personnes officiellement condamnées. Mais combien d'autres l'ont été par des « tribunaux d'urgence », sans réel procès ? Devant la protestation de l'opinion, sept ouvriers de l'usine Ursus viennent d'être mis en liberté conditionnelle. Mais combien restent en prison ?

Rouge publie dans son numéro du 29 septembre un « Appel adressé à la population et aux autorités de la République Populaire de Pologne », appel signé par des intellectuels, notamment par Jerzy Andrzejewski (écrivain célèbre, auteur notamment de *Cendres et Diamants*), Kuron, oppositionnel de gauche, appel dont nous publions les extraits suivants :

A Ursus, à Radom et dans d'autres villes, il y eut une masse de manifestants arrêtés, battus, etc. Sans compter les licenciements qui, tout comme les arrestations, touchaient particulièrement les familles de ceux qui avaient été victimes de la répression. Ces mesures traduisaient un mépris total de la loi de la part des organes officiels du pouvoir. Les tribunaux ont rendu leurs sentences sans aucune preuve. Et les licenciements allaient à l'encontre de la loi du travail. On alla jusqu'à obliger les gens à faire des déclarations forcées. De telles méthodes ne sont hélas pas nouvelles chez nous. Il suffit de rappeler les mesures de répression à l'égard des personnes qui avaient signé les lettres de protestation contre la modification de la Constitution : certaines ont été licenciées de l'université, d'autres ont subi des interrogatoires illégaux et toutes sortes de chantages. Il y a longtemps que la répression n'avait pas été aussi massive et aussi brutale.

Pour la première fois depuis plusieurs années, on a usé de violence physique durant les interrogatoires. Les victimes de la répression actuelle ne peuvent compter en aucune manière sur l'aide des organes qui devraient les défendre, tels les syndicats dont l'activité est presque inexistante. Les institutions sociales leur refusent, elles aussi, tout appui.

Il incombe donc à la population elle-même de jouer ce rôle, puisque ceux qui ont été arrêtés défendaient les intérêts de tous. Le seul moyen de se défendre contre la non-application des lois, pour la population, c'est de faire preuve d'entraide et de solidarité.

C'est pourquoi les soussignés décident de fonder le Comité de soutien aux travailleurs, afin d'impulser une telle défense indispensable sur le plan juridique, financier et médical.

Il faut que nous sachions toute la vérité sur les cas de répression. Nous sommes persuadés que seule la pleine connaissance des méthodes employées par le pouvoir permettra une défense efficace. En conséquence, nous demandons à tous ceux qui ont été victimes de la répression, ou qui ont la connaissance de tels cas, de bien vouloir transmettre toute information là-dessus, aux membres du comité.

A notre connaissance, 60 000 zlotys ont déjà été collectés pour aider les travailleurs. Mais les besoins sont beaucoup plus grands, et seule une initiative prise par la population toute entière peut les satisfaire. Nous devons nous organiser de manière à pouvoir aider les victimes partout où elles se trouvent. Dans chaque endroit, dans chaque entreprise, il faut trouver des gens courageux qui leur viennent en aide et mettent sur pied un soutien collectif.

Les mesures de répression adoptées vis-à-vis des travailleurs vont à l'encontre des droits de l'Homme, en vigueur dans la loi internationale, comme dans la loi polonaise : le droit au travail, le droit de grève, la liberté d'expression, de rassemblement, et de manifestation.

Robert Louzon est mort

Agé de quatre-vingt-quatorze ans, Robert Louzon est mort le 8 septembre dernier à Antibes.

C'est en 1899, alors étudiant à l'Ecole des Mines, que Louzon s'engage dans la vie militante, en adhérant au groupe des Etudiants Collectivistes. Puis il rejoint le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire. Il est gagné par la lecture de Pouget aux idées syndicalistes révolutionnaires. Avec Monatte, il participe à la création de *La vie ouvrière* en 1906.

Il rejoint le Parti Communiste à sa fondation au congrès de Tours, en décembre 1920. Il est alors en Tunisie depuis 1913. Il y crée un quotidien en langue arabe, qui est interdit. Après six mois de prison, il est expulsé.

Il participe alors avec Monatte et Rosmer à la rédaction de *l'Humanité* jusqu'en décembre 1924. Mais au moment de l'exclusion de Rosmer et Monatte du

Parti Communiste déjà stalinisé, il démissionne. Il va alors être un des créateurs de *La révolution prolétarienne*, revue syndicaliste révolutionnaire, au sein de laquelle il collabora avec Monatte et Rosmer.

Jusqu'à la fin de sa vie, Robert Louzon va collaborer à cette revue dont il rédigeait, ces derniers temps encore, une rubrique ayant pour titre *Note d'économie et de politique*.

Certes, Robert Louzon avait depuis longtemps abandonné le terrain du marxisme révolutionnaire pour se réfugier dans ses thèses sur le syndicalisme « pur ». Mais, jusqu'au terme de sa vie, il va se battre pour les idées qui étaient les siennes.

Et aujourd'hui, c'est cette vie tout entière consacrée à l'activité militante et au combat pour les idées du syndicalisme révolutionnaire que nous saluons.

BARTA

Nous avons appris il y a quelques jours, par la presse, la mort récente de David Korner, connu dans le mouvement trotskyste sous le nom de Barta.

Barta créa un groupe trotskyste en 1940, qui prit en 1942 le nom de Groupe Communiste (IV^e Internationale) puis d'Union Communiste (trotskyste) et qui disparut pratiquement en 1949-1950.

Barta rédigea ou inspira toutes les publications de ce groupe durant cette période et toutes ses activités. En particulier, il inspira directement la politique et l'activité quotidienne des militants qui dirigèrent la grève Renault d'avril-mai 1947.

En novembre 1940, Barta publia une des premières brochures de son groupe, intitulée *La lutte contre la Deuxième Guerre impérialiste mondiale*, et dans laquelle, au nom de la Quatrième Internationale, il prenait une position rigoureusement internationaliste, au moment où des dirigeants qui, plus tard, se retrouvèrent, en 1944, à la direction du PCI, section française de la Quatrième Internationale, subissaient la pression nationaliste, certains allant jusqu'à écrire qu'il fallait s'unir avec les bourgeois « pensant français ».

A l'époque, il considérait que la section française était particulièrement opportuniste et il espérait un arbitrage et une intervention de la Quatrième Internationale. Plus tard, il y renonça, d'autant que la Quatrième Internationale dans son ensemble souffrait des mêmes maux que sa section française.



collection 4^e internationale

Une brochure de novembre 1940 affirmant au nom de la IV^e Internationale une position résolument internationaliste.

se.

Après le succès de la grève Renault de 1947, le groupe dirigé par Barta s'effondra sous le poids, dira Barta lui-même, de son succès et des tâches qui s'offraient à lui et auxquelles il ne put faire face. Car, contrairement à ce qu'espérait alors Barta, ce succès, dans une période qui ouvrait de fait un recul du mouvement ouvrier, ne se traduisit pas par un afflux à l'organisation de Barta de militants et de cadres du mouvement trotskyste.

Dans les années 1950, Barta cessa pratiquement de militer. On ne peut dire autre chose de cette retraite d'un militant encore jeune, sinon qu'elle traduisait une déception personnelle résultant

d'une perte de confiance injustifiée envers l'avenir du mouvement révolutionnaire et les capacités du prolétariat.

Cependant, Barta a fait une œuvre profondément originale dans le mouvement trotskyste et, actuellement, bon nombre de militants trotskystes lui doivent, directement ou indirectement, une formation et un sens des responsabilités vis-à-vis de la classe ouvrière, en même temps, car c'est lié, que des capacités à offrir une réponse à ses problèmes et à ses aspirations, qu'on ne trouve nulle part parmi les cadres formés dans les organisations qui prétendaient ou croyaient détenir la totalité de l'héritage du trotskysme.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
LA LUTTE DE CLASSES
Organe du Groupe Communiste (4^e Internationale)
N° 7 1 Janvier 1943

Qui a du fer, a du pain.

BLANQUI.

"PROMESSES" IMPÉRIALISTES.

Quand Roosevelt et Churchill parlent de la "restauration" de la France par la victoire alliée, les agents gaullistes transforment leurs phrases conventionnelles en assurances que tout reviendra "comme avant". Et ils brèchent, idées en cela par les agents de Staline, "la libération commune du peuple français".

Aux ouvriers révolutionnaires, particulièrement aux ouvriers communistes, qui luttent "pour la destruction du capitalisme", c.à.d. pour détruire le capitalisme, cette question: Avant nous voulions fa-

vons toujours le vieux État, utilisant les mêmes hommes et les mêmes instruments: voilà pourquoi Laval, "du bacte de la "démocratie contre le fascisme" (accord franco-soviétique 1935), s'est changé en Laval "autoritaire" de Montoire; voilà pourquoi Pétain, vainqueur "républicain" du "militarisme brussien" s'est changé en Pétain "l'Etat c'est moi"; voilà pourquoi de Gaulle et Giraud de l'Action française, luttent aujourd'hui

La lutte de classes, organe du Groupe Communiste (IV^e Internationale), trente-quatre numéros parus sous l'occupation, d'octobre 1942 à août 1944.

Cinquième année
Numéro 89
26 AVRIL 1947
Le N° : 4 frs

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

La Lutte de Classes

Organe de l'Union Communiste (Trotskyiste)

Bi-mensuel
Abonnements & correspondance
Jacques RAMBOZ
Imprimeur du Rouet
Paris XIV
C.C.P. 5084-77

Les travailleurs rejettent les renégats

« Les choses allaient-elles mieux quand de Gaulle était le maître absolu de notre politique? » Voilà ce que Thorez, dans son discours du 24 avril, peut opposer aux arguments et à la démagogie jusqu'à ce que celle-ci se trouve dans l'incapacité de se défendre et de continuer.

C'est la véritable lutte pour le minimum vital qu'entament les travailleurs de chez Renault qui décident la grève pour arracher les 10 francs de l'heure

Les représentants de la C.G.T. ont décidé une toute défense des travailleurs devant l'offensive patronale dirigée contre leur pouvoir d'achat et leur niveau de vie. Même les travailleurs, dont le

La lutte de classes, n° 89 du 26 avril 1947, au début de la grève Renault.



Schmidt ou Kohl, bonnet blanc et blanc bonnet

Le dimanche 3 octobre, les résultats des élections législatives générales en République fédérale allemande diront qui, des hommes de l'actuelle coalition gouvernementale social-démocrate-libérale (SPD-FDP) ou de ceux de l'« opposition » chrétienne-démocrate (CDU et sa branche bavarroise CSU), dirigeront le gouvernement du pays pour une nouvelle législature.

Au fil des semaines, les grands organismes de sondage ont donné soit la CDU-CSU gagnante, soit le SPD-FDP. L'affaire se règlera probablement à peu de voix et de sièges près. Mais peu importe finalement. Que ce soit pile ou face — SPD ou CDU —, la politique qui en sortira sera la même. Cette campagne électorale n'a pas été le lieu de l'affrontement entre deux politiques ou deux programmes pour la bourgeoisie, mais le lieu de la prise de bec entre politiciens qui finalement par-delà leurs étiquettes défendent strictement la même politique.

La presse a souligné combien la campagne a été personnalisée ; combien elle s'est réduite à un duel au sommet, « à l'américaine », entre Schmidt et Strauss, le personnage de ce dernier, pourtant n° 2 de la coalition CDU-CSU, prenant largement le pas sur celui du candidat chancelier Helmut Kohl.

En effet si, lors de la dernière campagne législative de 1972, le SPD a pu donner le change, si Willy Brandt a pu semer des illusions avec des promesses de réformes, il n'en est plus de même aujourd'hui.

Brandt a démissionné en 1974, alors que son mandat de chancelier n'était pas arrivé à son terme, parce qu'un de ses proches collaborateurs, Günther Guillaume, s'était révélé être un espion venu de RDA. En RFA, cela seul pouvait amplement expliquer le départ d'un dirigeant politique, même de la carrure et de la popularité d'un Willy Brandt. Mais le « cas Guillaume » a été finalement pour la Social-Démocratie, en permettant le remplacement de Brandt par Schmidt, une occasion de se donner un visage politique plus nettement marqué à droite.

D'emblée, en effet, Schmidt est apparu comme un homme politique responsable vis-à-vis de la bourgeoisie allemande, avec une solide réputation : celle de se garder de jouer avec le feu des espoirs socialistes, même réformistes. Tant dans sa politique intérieure qu'extérieure, il s'est affirmé le représentant à la fois des intérêts de la classe capitaliste allemande et de ceux de l'impérialisme américain auquel elle avait lié son sort. Schmidt est très critique sur la tactique de Mitterrand d'alliance avec les communistes.

C'est d'ailleurs pour ces raisons de fond — le choix du camp impérialiste américain —, auxquelles sont venus s'ajouter quelques calculs électoraux, que Schmidt a tenu, il y a peu, à jouer l'homme par lequel le scandale arrive : à grand renfort de publicité, il a divulgué qu'à l'occasion de discussions entre grands du monde occidental, l'hypothèse d'une intervention dans les affaires intérieures de l'Italie

avait été évoquée, au cas où les communistes accéderaient au gouvernement dans le pays.

Schmidt est fier d'être un politicien bourgeois efficace — le mark et les profits capitalistes allemands tiennent pour l'instant le coup, même si le pays compte près d'un million de chômeurs. Schmidt est fier d'être le chef de file d'un gouvernement qui d'une part a jugulé momentanément certaines difficultés économiques et sociales, par une politique d'austérité imposée — de gré plutôt que de force, il faut le dire — aux classes laborieuses, et d'autre part, a mené tambour battant une politique systématique de répression contre tout ce qui se dit communiste ou d'extrême-gauche, ce qui satisfait pleinement une certaine opinion allemande bourgeoise et

petite-bourgeoise viscéralement anticommuniste.

Dans sa campagne, c'est donc ce bilan que Schmidt a présenté. Son seul slogan électoral a été : « Le passé et le présent sont les meilleurs garants de l'avenir ».

Face à cela, il faut dire que la CDU-CSU s'est trouvée acculée à une surenchère qui a pris parfois un caractère de vraie farce électorale.

En effet, ironie de la situation, ce sont les grosses têtes de la CDU — en particulier l'ex-patron marchand de lessive Biedenkopf — qui — avec une nouvelle arrogance — ont pu prétendre partir en guerre contre le chômage jusque dans les fiefs ouvriers de la Ruhr. Par ailleurs, le chrétien-social bavarois Franz Josef Strauss, qui aspire aux fonctions de vice-chancelier dans un éventuel

gouvernement Kohl, s'est lancé dans une tonitruante campagne anti-communiste, sur le thème « Pour l'amour de l'Allemagne : liberté et non socialisme ». Et de partir en guerre contre les « rouges », les « collectivistes » — entendez par là contre les sociaux-démocrates.

Mais Strauss ferait-il donc mieux que Schmidt en matière de chasse aux sorcières contre l'extrême-gauche ?

En fait, Schmidt et Kohl sont tout aussi anticommunistes. Ils sont tout aussi prêts à sacrifier les intérêts des classes laborieuses sur l'autel des intérêts de la classe capitaliste allemande. Ils sont blanc bonnet et bonnet blanc, même si, par-dessus le bonnet, l'un porte une auréole de gauche qui n'a plus aucun sens, tandis que l'autre arbore fièrement une franche auréole de droite.

Michelle VERDIER.

Grandes manœuvres réformatrices... et maigre bilan

Voilà sept ans que la Social-Démocratie allemande est au gouvernement, une Social-Démocratie qui n'a pas grand-chose à voir avec le socialisme puisque, déjà en 1959, au congrès de Bad-Godesberg, elle rayait de son programme toute référence au marxisme et affirmait : « La libre concurrence et la libre initiative de l'entrepreneur sont des éléments importants de la politique social-démocrate ».

Cela dit, quand Brandt accéda au poste de chancelier en 1969, à la suite de la victoire électorale — de justesse — de la coalition SPD-FDP, il annonça une ère nouvelle de « réformes intérieures ». Il parlait de développer l'éducation, de construire des écoles, des hôpitaux, des routes, d'abaisser l'âge de la retraite, de contrôler la concentration économique, de réformer la fiscalité, de faire participer les salariés aux bénéfices. Il parlait même

de baisser les impôts ! Au point qu'un grand souffle réformateur sembla s'emparer de la RFA et qu'une multitude d'intellectuels — dont les écrivains Heinrich Böll et Günther Grass — apportèrent à Brandt leur soutien.

Mais sept ans après qu'en est-il ?

En fait, pratiquement rien n'a été réalisé.

Il était question de réduire les inégalités, de faire participer les travailleurs aux bénéfices ? Les inégalités sont toujours aussi criantes : 1,7 % de la population possède 74 % du capital productif.

La réduction de l'impôt ? Elle est restée un vœu pieux. Pire même, la première année de son exercice des fonctions gouvernementales, le SPD imposait une augmentation exceptionnelle des impôts, au titre de la lutte contre l'inflation.

La réforme de l'éducation ?

Un projet bien plus timide encore que celui d'Edgar Faure, n'a même pas abouti.

Une grande partie de la jeunesse allemande reste à la porte des écoles et des universités.

En matière de libéralisation de l'avortement, il a fallu cinq ans de lutte des militantes féministes allemandes contre les trois « K » (Kinder-Kirche-Küche, c'est-à-dire Enfants - Eglise - Cuisine) pour qu'une loi soit enfin adoptée le 12 février 1976. Mais le texte de cette loi, édulcoré par rapport à celui de 1974 jugé anticonstitutionnel par le Tribunal Fédéral, n'autorise en fait les avortements que dans des cas strictement limités.

Enfin, sur le plan des « libertés démocratiques », c'est franchement à reculons que la Social-Démocratie a avancé : interdictions professionnelles, chasse aux sorcières contre

Helmut Schmidt, un technocrate libéral

Contrairement à son prédécesseur Willy Brandt, Helmut Schmidt, l'actuel chancelier de l'Allemagne fédérale, ne cherche nullement à se donner un visage de socialiste.

C'est en 1946 seulement, à 28 ans, qu'Helmut Schmidt a rejoint les rangs de la Social-Démocratie allemande. Quant à ce qui l'a amené à adhérer au SPD, il en a donné lui-même un jour cette explication surprenante : « C'est dans la Wehrmacht que j'ai appris le sens de la solidarité »...

Schmidt fait vite carrière dans la machine de la Social-Démocratie : un an après son adhésion, il devient président fédéral des Jeunes Socialistes, à une époque où ceux-ci suivent sans discuter la politique du parti. En 1953, il devient député au Parlement et, en 1958, il entre au comité directeur du Parti Social-Démocrate. Ministre de la Défense en 1969, après avoir eu des responsabilités dans le gouvernement de la ville de Hambourg, il réorganise l'armée en essayant de redorer un blason de plus en



Helmut Schmidt. (Norma)

plus rejeté par la jeunesse. Vis-à-vis des Jeunes Socialistes, dont les idées avaient évolué à la suite des révoltes étudiantes, il est le porte-parole de la droite du parti, l'homme de la remise au pas.

Carriériste, homme de gouvernement, de droite malgré une étiquette socialiste, Helmut Schmidt a des idées très proches de celles du « libéral » Giscard d'Estaing, avec lequel il s'entend d'ailleurs comme larron en foire.

Franz Josef Strauss, le « taureau bavarois »

Bien que le candidat officiel de l'opposition chrétienne-démocrate soit Helmut Kohl, la plus forte personnalité de la droite allemande est sans conteste Franz Josef Strauss, dirigeant de la CSU bavaroise. Celui qui est appelé, en raison de son gabarit physique, le « taureau bavarois », n'hésite pas d'ailleurs à se présenter comme le vrai patron des chrétiens-démocrates : « Si vous votez pour Kohl vous élisez Strauss ».

De fait, sa personnalité est tout un symbole ! Député dès

1949, ministre en 1953, ministre de la Défense en 1966, son nom est associé à toute une série de scandales. En 1960, une affaire de pots de vin à propos de la construction de logements pour les troupes américaines en RFA. Auparavant, en 1958, déjà un scandale Lockheed : c'est lui qui avait passé une commande de sept cents Starfighters à cette firme, « cerceux volants » dont cent quatre-vingt-six exemplaires s'écrasèrent au sol à l'entraînement, tuant quatre-vingt-sept pilotes. La possibilité d'une inculpation de Strauss dans l'affaire des pots de vin Lockheed n'est pas d'ailleurs exclue... si l'on retrouve un dossier au ministère de la Défense, qui a mystérieusement disparu.

En 1962, Strauss fait arrêter et détenir arbitrairement des responsables du journal libéral *Der Spiegel*, à la suite de quoi le chancelier Adenauer l'enverra se faire oublier quelque temps...

Bref, un homme dont la cour d'appel de Munich dira, lors d'un



Franz Josef Strauss. (Norma)

De la révolte de la jeunesse... à la chasse aux sorcières menée par la Social-Démocratie

La révolte des jeunes qui, pendant les années 1966-1968, sont descendus dans la rue et ont attaqué violemment les valeurs de la société bien-pensante d'Allemagne de l'Ouest, a été une gifle pour tous les réactionnaires allemands, pour tout l'appareil d'Etat, pour toute une partie de la presse, celle de Springer en particulier.

Tous ceux-là, gouvernement social-démocrate y compris, ont eu peur et ont voulu faire payer cette peur.

L'EXTERMINATION DE LA « FRACTION ARMÉE ROUGE »

L'occasion en fut donnée après les actions de la « Fraction Armée Rouge », le groupe Baader-Meinhof.

Celui-ci s'illustra, à partir des années 70, par une série d'actions spectaculaires, comme les attentats à la bombe contre le quartier général américain de Francfort et la destruction d'une partie de l'ordinateur du Quartier Général des forces américaines à Heidelberg en 1972 ; plus récemment, par l'enlèvement du président de la CDU de Berlin-Ouest, P. Lorentz.

La plupart des dirigeants du groupe Baader-Meinhof furent arrêtés et leur emprisonnement et leur procès ont été pour la police et la justice, l'occasion de se déchaîner contre ceux qu'elles appellent « les terroristes ».

Les conditions d'emprisonnement ont été si sévères que beaucoup souffrent de maladies nerveuses très graves. Les membres du groupe ont été complètement isolés du

procès : « L'odeur de la corruption suit M. Strauss ».

Revenu au gouvernement en 1966, dans la coalition avec les sociaux-démocrates, puis retourné dans l'opposition en 1969, Strauss s'y distingue par sa virulence et son anticommunisme. Il s'en prend, au cours de la campagne électorale, au « marxisme égalitaire », au « socialisme démocratique », à l'« antichambre du communisme », aux « enseignants rouges », etc., inspirant au candidat Helmut Kohl, qui ne veut pas être en reste, cette envolée : « La meilleure politique sociale ne sert à rien si les Cosaques arrivent »...



Le 15 mai 1976, les obsèques d'Ulrike Meinhof à Berlin : une manifestation silencieuse contre la politique répressive criminelle du SPD. (UPI)

monde extérieur. Aucun contact les uns avec les autres, censure sur les livres et les journaux, restriction sur le courrier et les visites. Et pour certains, pire encore : une cellule immaculée, éclairée sans arrêt par des néons blancs, isolée de tout, y compris du bruit.

Beaucoup de médecins ont dénoncé ces méthodes de torture, et même de liquidation. Plusieurs prisonniers politiques — au nombre de 112 en ce moment — sont physiquement, moralement et nerveusement, complètement brisés. Certains sont morts :

— Holger Meins, le 9 novembre 1974, au terme d'une grève de la faim. Le directeur de la prison avait refusé de le transférer et avait arrêté l'alimentation forcée.

— Katherine Hammer-schmidt, laissée sans soins pendant plusieurs mois. Quand on la libère, la tumeur cancéreuse n'est plus opérable.

— Ulrike Meinhof, trouvée « suicidée » dans sa cellule le 9 mai dernier.

Un porte-parole de la Démocratie-Chrétienne avait déclaré peu avant : « Il vaut mieux peut-être les laisser mourir ».

Le procès Baader lui-même n'est qu'une énorme mise en scène. On a construit spécialement à côté de la prison de Stuttgart un tribunal pour le procès, relié par un souterrain à la prison. C'est une halle de béton, sans fenêtres, gardée par plusieurs centaines de policiers armés. Des lois spéciales ont été votées par le Parlement, pour restreindre considérablement les droits de la défense. Elles ont déjà permis d'éliminer du procès quatre avocats, jugés trop sympathisants avec les accusés, dont M^e Croissant. Il a été arrêté lui aussi depuis, car quelques jours après la mort d'Ulrike Meinhof, il avait parlé d'assassinat.

LES INTERDICTIONS PROFESSIONNELLES : LA CHASSE AUX SORCIÈRES.

Comme pour le procès Baader, le gouvernement social-

démocrate a fait de la surenchère par rapport à la politique anticommuniste de la CDU.

Il a promulgué des décrets contre les fonctionnaires de gauche. Là encore, les préoccupations électorales, celles qui visent à contenter l'électorat de droite, n'ont jamais été absentes.

Willy Brandt et Helmut Schmidt n'ont pas innové, puisqu'en 1956 Adenauer avait interdit le Parti Communiste Allemand, provoqué des dizaines de milliers d'enquêtes et envoyé en prison, entre 1956 et 1963, plusieurs milliers de communistes.

En 1971, ce sont les premières « interdictions professionnelles », visant à barrer l'entrée de l'Enseignement aux membres du DKP (nouveau Parti Communiste, légal) et c'est le sénat de Hambourg, à majorité social-démocrate, qui donne le coup d'envoi. En 1972, la conférence des ministres-présidents des Länder (les chefs de gouvernement de chaque Etat fédéré) promulgue à l'unanimité, et en commun avec Willy Brandt, un décret encore plus sévère.

Depuis, plus de 500 000 enquêtes politiques ont été faites contre des fonctionnaires ou des candidats fonctionnaires. 1200 interdictions ont déjà été prononcées. Parmi les chassés, des professeurs et des instituteurs, mais aussi des fonctionnaires de la justice, des cheminots, des postiers, des techniciens de la radio...

Devant les protestations que ces mesures ont soulevées même de la part des libéraux, le gouvernement accuse maintenant les Länder démocrates-chrétiens d'appliquer trop sévèrement ce décret.

Mais c'est le ministre social-démocrate de l'Intérieur lui-même qui déclarait, en juin dernier, que les visées du DKP (Parti Communiste) étaient contraires à la Constitution, même si ce parti était légal ; et donc qu'il était normal que ses adhérents soient exclus de la Fonction publique.

Une unanimité au compte du nationalisme

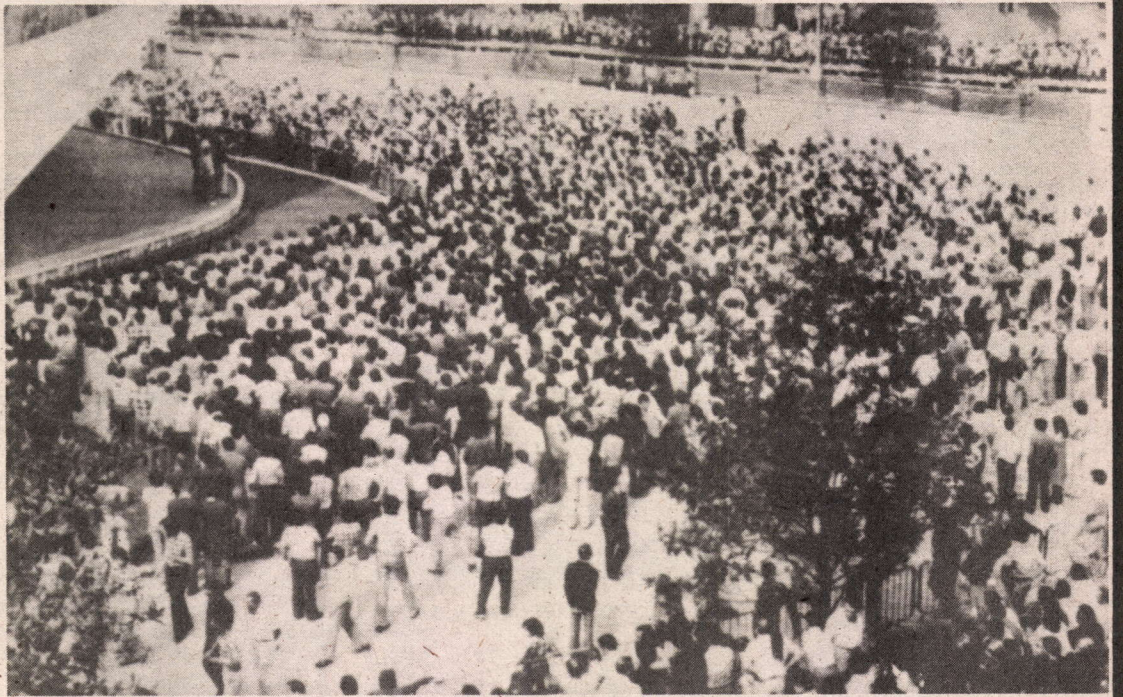
La « journée générale de lutte », organisée par tous les partis basques d'opposition, a suscité lundi 27 septembre un mouvement d'une très grande ampleur : près d'un million de participants, disent les organisateurs. La grève générale, la deuxième en quinze jours, a été unanimement suivie. Presque toutes les usines étaient fermées, mais aussi les magasins, les services publics. Des manifestations massives ont marqué cette journée dans la plupart des villes. Certaines se sont terminées par de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Une nouvelle fois, à Azcoiba, en Biscaye, la police a fait feu, blessant une jeune manifestante — tandis d'ailleurs que le même jour à Madrid un étudiant était tué au cours d'une manifestation par les balles d'un « commando incontrôlé » (aux dires de la police).

Cette journée avait pour but de montrer qu'un an après l'exécution des cinq militants antifranchistes — de l'ETA et du FRAP — personne n'avait oublié, et aussi d'exiger une amnistie totale. Son succès montre la profondeur du mouvement d'opposition existant au Pays basque.

Le ciment de ce mouvement, qui mobilise ensemble pratiquement toutes les cou-

ches de la population, n'est pas seulement la volonté de lutter pour l'amnistie totale — quelque deux cents militants basques sont encore emprisonnés — ni seulement celle de conquérir les libertés démocratiques. Le sentiment nationaliste, bien plus ancré dans la population au Pays basque qu'en Catalogne même ou en Galice, est ce qui soude dans une lutte contre le régime les différentes classes sociales. Il est ce qui lui donne à la fois sa détermination, son unicité et son caractère politique ; autant de traits qu'on trouve rarement réunis dans les grèves revendicatives, les manifestations pour les libertés ou les mouvements de protestation contre la répression, si amples soient-ils.

Mais ce sentiment national est porteur de toutes les ambiguïtés. Les bourgeois basques, les patrons hautains de Bilbao ou de Pasajes, se trouvent aujourd'hui dans le même mouvement de protestation que leurs ouvriers. Ce sentiment national qui masque les oppositions de classes ne peut, l'expérience l'a prouvé dans l'histoire, qu'aboutir à priver les travailleurs du fruit de leurs luttes. La bourgeoisie basque peut demain composer avec Juan Carlos, qui a déjà fait quelques gestes dans ce sens.



Une assemblée de grévistes à Baracaldo, ville industrielle près de Bilbao. La classe ouvrière basque est mobilisée, mais sur une base nationaliste.

Fondamentalement, pas plus que la bourgeoisie espagnole, elle ne souhaite autre chose que de pouvoir exploiter en paix, et en maîtresse chez elle, ses ouvriers. Les travailleurs basques veulent autre chose. La liberté et l'amnistie, bien sûr. La possibilité de parler leur langue, certes. Mais s'ils ne veulent pas des policiers castillans et des

gardes civils madrilènes, ce n'est pas pour subir la poigne d'une police basque au service des patrons basques. Ils veulent aussi vivre mieux et par conséquent participer aux décisions politiques et économiques qui les concernent. Cela, ce n'est pas la bourgeoisie basque qui l'acceptera.

La mobilisation actuelle des

travailleurs basques est une démonstration de combativité et de détermination. Mais elle ne pourra déboucher sur des acquis de classe positifs que si le niveau de conscience des travailleurs basques dépasse la fausse unanimité du sentiment national.

Henriette MAUTHEY.

LA NOUVELLE ORIENTATION DE L'ETA V

L'organisation autonomiste « ETA V » Assemblée », branche politico-militaire du mouvement ETA qui mena pendant des années une lutte terroriste contre le régime franquiste, vient d'annoncer au cours d'une récente conférence de presse qu'elle changeait d'orientation. L'organisation va abandonner la « lutte offensive armée ». Seule une

partie de l'ETA gardera ce nom et restera organisée militairement pour défendre les « réussites démocratiques des mouvements de masse ». Quant au reste de l'organisation, il va créer un parti politique « révolutionnaire et nationaliste ».

Au moment où le vieux Parti Nationaliste Basque, où le Parti Communiste et le Parti

Socialiste basques réintèviennent publiquement, au moment où Juan Carlos semble accepter d'ouvrir quelque peu le dialogue avec l'opposition, il n'est pas surprenant qu'un mouvement nationaliste clandestin, qui a marqué la période précédente, tente de se légaliser.

De la part de l'ETA V, il s'agit de s'adapter à la période

de et d'utiliser les possibilités légales offertes par la démocratisation officiellement affirmée du régime. L'ETA V entend, dans la période légale, conserver et asseoir l'influence qu'elle a acquise avant, et tenter de jouer ainsi un rôle à tous les échelons de la vie politique. Par prudence, à la fois juridique et politique, elle maintient à côté une organi-

sation militaire officiellement indépendante.

Quant à faire un parti « révolutionnaire et nationaliste », c'est là un autre problème. Pour être révolutionnaire, en tout cas révolutionnaire prolétarien, il faudrait qu'il cesse d'être nationaliste. Ce n'est pas l'objectif de l'ETA V.

Henriette MAUTHEY.

Portugal :

les socialistes aux ordres des propriétaires

Lundi 27 septembre, moins d'une semaine après que la décision a été prise, la restitution à leurs propriétaires des terres illégalement occupées (c'est-à-dire des terres occupées après l'adoption de la réforme agraire par le MFA) a commencé dans l'Alentejo. Cette fois, le gouvernement du socialiste Soares s'est montré expéditif. Les choses ne traînent pas lorsqu'il s'agit de faire un geste en faveur de la bourgeoisie et des couches les plus réactionnaires du Portugal. Les agrariens qui s'expriment par la voix de la CAP (Confédération des Agriculteurs portugais) ne se tiennent plus d'aise. Et devant l'attitude du gouvernement, ils deviennent plus exigeants, ils se font plus pressants. Ils réclament que l'on aille plus loin encore et revendiquent que l'on revienne sur les limites maximales imposées par la loi au maintien des propriétés privées. En fait, ils souhaiteraient tout bonnement que l'on revienne sur la réforme agraire.

Pour l'instant, le gouvernement Soares ne s'en prend qu'aux paysans qui ont « illégalement » occupé des terres. Mais son geste n'en est pas moins significatif.

Les socialistes font, une fois encore, la démonstration que, non seulement ils sont incapables de prendre les mesures



En octobre 1975, à l'occasion d'un meeting syndical, les paysans de l'Alentejo montent sur Lisbonne. Pour défendre leur terre, les paysans portugais étaient prêts à se mobiliser, ce que craignait justement le Parti Socialiste.

décisives sur le plan économique qui permettraient de faire sortir ce pays du marasme et de l'état arriéré dans lequel il a été maintenu, mais même qu'ils sont incapables de s'attaquer aux aspects les plus archaïques, les plus anachroniques de cette situation.

Leur volonté de faire bonne figure devant la bourgeoisie, leur désir de vouloir démontrer à tout prix qu'ils ne sont pas des « partages », des « rouges », en un mot qu'ils ne sont pas des socialistes, en dépit de l'étiquette qu'ils portent, les conduit à s'incliner à la moindre injonction

devant les clans les plus rétrogrades, les plus réactionnaires de cette bourgeoisie. C'est ce qu'exprimait le ministre de l'Agriculture, Lopez Cardoso, quand il déclarait, le jour où l'on procédait aux premières restitutions de terre : « Il faut retirer aux forces de droite l'argument puissant que constituent certaines injustices » (les occupations illégales). Leur souci de montrer à tout prix qu'ils sont des gérants loyaux du capitalisme — et rien d'autre — en fait des valets de la bourgeoisie. Mais des valets pleutres et timorés.

Inde :

Les pleins pouvoirs remplissent les prisons

G. Fernandes, président du Parti Socialiste Indien et dirigeant de la Fédération des Cheminots, vient d'être arrêté avec vingt-quatre autres personnes. Pour tous l'inculpation est la même : « **conspiration contre l'Etat** ».

Il semble bien que cette mesure répressive soit une réponse au geste récent de l'opposition parlementaire contre Indira Gandhi. En effet, il y a trois semaines, une partie du Parlement indien avait refusé de légaliser et d'accroître les pouvoirs quasi dictatoriaux dont bénéficie déjà le Premier ministre indien. Sans succès d'ailleurs.

Voici un an, Indira Gandhi s'était fait accorder les pleins pouvoirs, en vertu desquels elle avait fait emprisonner des milliers d'opposants. Parmi ceux-ci se trouvaient de nombreux travailleurs, notamment des cheminots, dont les grèves ces dernières années avaient secoué le pays.

Mais il faut croire que, de mesures « d'urgence » en pleins pouvoirs, le gouvernement d'Indira Gandhi n'est toujours pas arrivé à mater l'opposition grandissante à sa politique, ni à faire taire le mécontentement d'une population d'autant plus touchée par la crise que le pays est pauvre et le régime impitoyable.

Et ces dernières arrestations en sont bien la preuve.

Pierre LAFFITTE.

dossier

L'ECOLE PUBLIQUE

L'école pour tous la culture pour quelques-uns



Une école pour instruire ?

Depuis le début du siècle, la quasi-totalité de la population enfantine de ce pays est scolarisée. L'analphabétisme a pratiquement disparu. Ce qui a constitué en son temps un immense progrès.

Mais, de l'instruction primaire à l'accès véritable à la culture, il y a un fossé que l'école bourgeoise n'a jamais été en mesure de faire franchir à l'ensemble de la population. La grande majorité des fils et filles de travailleurs ne peuvent dépasser le niveau de l'enseignement primaire et n'acquiescent qu'une caricature de formation professionnelle dans les CET. Ce n'est pas un problème technique. Ce n'est pas un problème de pédagogie. C'est un problème social. Car, quoi qu'on ait dit, l'école n'a jamais été et est moins que jamais ce lieu privilégié où les frontières de classe s'effaceraient et où, devant le tableau noir, le gosse d'ouvrier pourrait tenter sa chance avec autant de succès que le gosse de bourgeois, pour peu qu'il soit méritant et fasse « les efforts » voulus. Inégaux dans la vie, les enfants de classes sociales différentes le sont aussi à l'école.

Depuis le début du siècle, l'institution scolaire mise en place par la bourgeoisie du 19^e siècle n'a pour ainsi dire pas changé. Autant la bourgeoisie ascendante fut capable de révolutionner de fond en comble l'école de l'Ancien Régime et lui faire franchir un bond qualitatif en réussissant à dispenser une instruction laïque et élémentaire à tous, autant la même institution est devenue un lieu de conservatisme social, aussi bien dans les méthodes d'enseignement que dans le contenu de ce qu'on y apprend et par ses résultats. Cela est si vrai que les écoles expérimentales peuvent se multiplier, donner des résultats positifs évidents : elles sont toujours restées expérimentales. L'institution scolaire bourgeoise a atteint un tel point d'inertie que rien de ce qui se fait de plus judicieux en matière pédagogique ne réussit à avoir véritablement valeur d'exemple.

La bourgeoisie du 19^e siècle avait su implanter de force, en luttant contre l'Eglise et les notables locaux réactionnaires, des écoles dans les communes rurales les plus isolées. Dans les années 1970, on a commencé en France à supprimer des classes rurales sous prétexte que les effectifs étaient trop faibles.

La comparaison de ces deux faits symbolise en quelque sorte l'évolution de l'éducation en France.

Oh, sans doute, plus de jeunes accèdent aujourd'hui à l'enseignement secondaire ou supérieur que dans le passé.

Mais les conditions de l'enseignement se dégradent sans cesse pour tous. La bourgeoisie vieillissante est de moins en moins capable d'assurer ce service public (comme tant d'autres) dans des conditions satisfaisantes.

L'Etat bourgeois a trop besoin d'argent destiné à aider directement l'économie capitaliste, pour pouvoir et vouloir consacrer les sommes nécessaires au recrutement et à la formation des maîtres ou à la solution des problèmes matériels.

Il y a là une carence directe, dont souffrent à des degrés divers les enfants de la quasi-totalité des catégories sociales.

Mais au-delà de cette carence, il y a le fait que la bourgeoisie ne se soucie pas de transmettre largement la culture à l'ensemble de la population.

L'école capitaliste n'a jamais été capable d'assurer une instruction réelle aux enfants des travailleurs. Les seules écoles auxquelles ont accès la majorité des enfants de travailleurs, l'école primaire et les collèges techniques, sont aussi celles qui connaissent le plus grand dénuement et qui disposent des maîtres peut-être les moins qualifiés et, en tout cas, les moins considérés et les moins payés !

Giscard d'Estaing, croyant sans doute faire preuve d'esprit social, a avancé la formule (dont il n'a même pas dû réaliser le cynisme) du « Savoir Minimum Garanti » à tous les enfants. Voilà un bel objectif près de deux siècles après la Révolution de 1789, près d'un siècle après la disparition de l'analphabétisme ! Cette formule mesure bien le chemin parcouru et les ambitions démocratiques de ceux qui gouvernent : assurer à tous un SMIC de la culture, qui permettra sans doute à l'ensemble de la population de se cultiver autant que le SMIC permet de vivre !

Giscard d'Estaing n'a aucune inquiétude à avoir : cet objectif culturel est déjà atteint. On peut le résumer par une brève statistique : l'ensemble de la population sait lire. Mais la moitié ne lit jamais un livre. Cela ne juge pas ceux qui n'en ont ni le goût, ni la possibilité, ni le temps. Mais, par contre, cela juge bien cette société d'exploitation.

Pour une directrice de CES :
une réforme-tambour

« Je trouve qu'en réalité, il n'y a pas de réforme. Pour les maternelles, M. Haby ne fait que ressasser des lieux communs. Pour les cours préparatoires, rien de nouveau : la double vitesse (c'est-à-dire le redoublement pour ceux dont le niveau était trop faible) existe depuis longtemps dans les faits. Quant à la réorganisation des collèges, les tilières ne seront supprimées qu'en paroles. (...) »

C'est le type même de la réforme tambour : elle fait beaucoup de bruit mais son contenu est vide... »

L'école primaire, ou comment l'école unique est incapable d'égaliser les chances

L'école primaire est censée représenter l'école unique, commune à tous, en un mot cette école par excellence démocratique qui devrait être à même de rattraper les retards des enfants qui n'ont pas bénéficié d'un apport culturel au sein de leur famille. Chaque classe d'âge suivrait le chemin qui mène du cours préparatoire au cours moyen deuxième année, par des étapes où les difficultés seraient soigneusement graduées, tout en se réservant la possibilité de faire redoubler éventuellement les enfants qui ne pourraient pas suivre.

Dans ces conditions, si l'école répondait correctement aux capacités enfantines et était suffisamment adaptée à chacun, le « redoublement » d'une classe devrait être exceptionnel, ou du moins le fait d'une petite minorité d'enfants. Or les redoublements en primaire sont systématiques pour toute une catégorie non négligeable d'enfants. Tout se passe comme si le niveau de l'enseignement dispensé à l'école primaire, les rythmes d'acquisition convenaient avant tout aux enfants de cadres moyens et supérieurs, qui sont les seuls à pouvoir parcourir le circuit du primaire avec un taux de redoublement inférieur à 10%. Par contre, cet enseignement semble dépasser

d'emblée les possibilités de très nombreux autres : un enfant d'OS et de manœuvre sur trois redouble (1) son cours préparatoire, un sur cinq son cours élémentaire première année, un sur sept son cours élémentaire deuxième année et son cours moyen première année et un sur cinq son cours moyen deuxième année. C'est donc le cours préparatoire le plus « meurtrier », puisque près d'un quart des enfants au total doivent redoubler (c'est-à-dire ne savent pas lire à 6 ans). Or le redoublement d'une classe ne permet même pas un réel rattrapage du retard de l'enfant, les résultats tendraient même à prouver le contraire. Les redoublements cumulés sont fréquents, et on peut presque dire « qui a redoublé redoublera », c'est-à-dire ne se retrouvera pas mieux adapté pour affronter une classe supérieure. Que penser de l'efficacité d'un système scolaire qui, dès la première classe enfantine est inadapte pour le quart des enfants auxquels il s'adresse ?

La statistique des redou-

blements montre que ce sont les enfants de travailleurs qui ne sont pas à même de suivre normalement cette école, qui cumulent les échecs et qui se retrouvent avec un, deux, voire parfois trois ans de retard à la fin du primaire, en ayant déjà probablement perdu toute faculté de réadaptation à une scolarité normale et propre à l'enseignement secondaire.

Cela signifie que, sous les dehors innocents du « retard scolaire » (qu'il est bien pratique d'imputer aux incapacités individuelles des enfants plutôt qu'aux inégalités sociales et aux tares de l'école), la disparité entre les enfants de travailleurs et les autres apparaît évidente dès l'école primaire, et en fait dès la première classe du primaire. Et, loin d'être capable de combler le fossé, l'enseignement « unique » du primaire tendrait plutôt à l'accroître.

(1) Statistiques publiées dans *L'école primaire divisée* de Christian Baudelot et Roger Establet - Ed. François Maspéro.

Notre prochain dossier :

L'IRLANDE

LUTTES SOCIALES, NATIONALISME
ET RELIGION

dossier

L'ECOLE PUBLIQUE

comment la bourgeoisie a

Bref aperçu historique des systèmes d'enseignement

Avant la révolution bourgeoise

Les enfants des formes sociales primitives bénéficient naturellement de l'apprentissage de l'activité productive et sociale du groupe.

Dans la plupart des sociétés primitives, l'éducation des enfants culmine dans les rites « d'initiation » avant de leur permettre d'être admis d'emblée et sans autre transition dans la société des adultes.

L'antiquité esclavagiste

Avec la division de la société en classes, la culture devient un privilège et sa transmission réservée aux classes privilégiées.

Il appartient de tout temps aux classes dominantes de maintenir ceux qui sont asservis dans un état d'ignorance. Apprendre à lire et à écrire était puni de mort pour l'esclave égyptien. Dans les Etats antiques fondés sur l'esclavage, l'éducation est caractérisée par le mépris du travail et par la haute estime dans laquelle on tenait les arts « libres » réservés aux nobles et aux aristocrates. Outre une éducation physique complète, ceux-ci reçoivent un enseignement de base dans les familles, puis dans des sortes d'écoles publiques où l'on apprend la lecture, l'écriture, les traditions, les légendes, les textes poétiques. Deux ans de service militaire s'accompagnaient à Athènes d'une éducation civique et morale permanente.

La masse des esclaves, considérés comme des choses, ne reçoit aucune instruction de quelque ordre que ce soit.

Le Moyen Age

Le jeune noble du Moyen Age apprend l'équitation, l'escrime, la nage, la chasse, l'art de commander et de rendre des sentences.

La grande masse des paysans et des plébéiens est analphabète. La seule forme d'éducation sociale dont on les honore est l'instruction « religieuse ». La pédagogie est absente : l'enfant doit apprendre par cœur en répétant. On obéit aveuglément à dieu, aux anges et au pape, comme on obéit au roi, au seigneur et aux moines.

A partir de Charlemagne, l'économie monétaire se développe, les villes prennent de l'importance. Une sorte d'enseignement supérieur est créé, l'université, tandis que se multiplient les écoles religieuses près des églises et des cathédrales. Les professeurs d'université ont une grande renommée. On y enseigne la théologie, la grammaire, le droit, la médecine, le tout en latin, alors langue universelle. Avec l'accroissement des villes, l'enseignement professionnel se développe. Le travail manuel, si longtemps méprisé, redevient important. Les artisans se regroupent en corporations avec une hiérarchie très stricte : maître, compagnon, apprenti.

La Renaissance

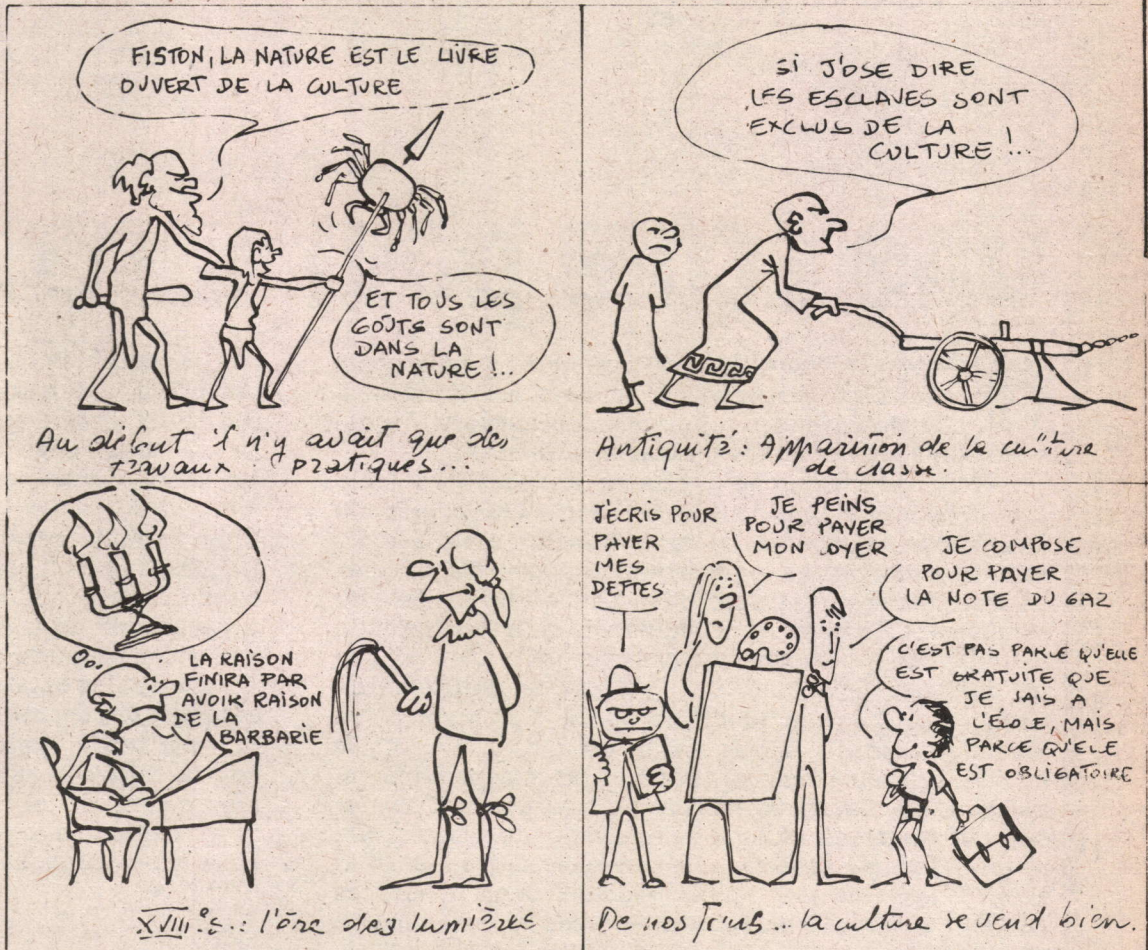
L'éducation se renouvelle considérablement. Rabelais et Montaigne sont des représentants de la bourgeoisie ascendante.

Rabelais ridiculise ces élèves qui apprennent « par cœur, à l'endroit et à l'envers, qui n'en profitent pas et deviennent fous, niais tout rêveurs et rassotés ».

Leur programme éducatif, qui allie la formation physique, hygiénique, intellectuelle et pratique, pourrait encore faire envie à la bourgeoisie d'aujourd'hui, qui dans son système scolaire est toujours loin du compte.

Le XVIII^e siècle

La bourgeoisie révolutionnaire remet en cause la culture et la pédagogie. Elle s'intéresse à l'enfance, aux lois de son développement. Rousseau demande une éducation vivante, fondée sur l'expérience, les voyages et le travail manuel, contre la pédagogie des périodes précédentes qui, sauf dans les importants collèges de Jésuites, rendaient les enfants passifs. Le Suisse Pestolazzi préconise l'éducation par le travail agricole et préfigure les « méthodes actives » modernes.



De la révolution bourgeoise aux lycées napoléoniens

La Révolution Française de 1789 marque un tournant capital dans l'histoire de l'enseignement en France. Face à l'Eglise qui, jusqu'à présent, avait assumé les tâches éducatives, elle va affirmer les droits et les devoirs de l'Etat. L'école est un service public, ce qui implique qu'elle soit obligatoire et gratuite. En même temps elle doit, sous le contrôle de l'Etat, former des citoyens défenseurs du régime né des principes de 1789.

La loi de Floréal, an X, exige l'ouverture d'une école dans chaque commune. Des impôts spéciaux à la charge des communes vont leur donner les moyens, sous Louis-Philippe, d'entretenir une école. Mais l'instituteur, souvent encore fruste et peu qualifié, est sous le contrôle exclusif des notables locaux, le maire et le curé. Progressivement, le contrôle de l'Etat l'emporte sur celui des notables. Et la qualification des maîtres s'améliore.

Dans la première moitié du siècle, les écoles se multiplient.

Le patronat a besoin d'une main-d'œuvre plus instruite et dans les campagnes on finit par se rendre compte que l'instruction favorise la réussite sociale. Si la fréquentation scolaire est assez générale entre 8 et 10 ans, elle est très inégale pour les 6 à 8 ans et encore davantage pour les plus de dix ans.

L'enseignement primaire devient plus efficace au fur et à mesure qu'il se généralise. La création du certificat d'études primaires, à la fin du Second Empire, sanctionnera cette évolution. A la fin du XIX^e siècle, l'analphabétisme touche moins de 10 % de la population.

Mais cette conception de l'école comme service public est née dans une société de classes. En fait, ce sont deux écoles que l'on voit se développer parallèlement tout au long du XIX^e siècle : l'école du peuple et celle des notables ; le primaire et le secondaire.

L'enseignement secondaire ne concerne qu'une petite minorité de la nation, mais c'est lui qui va en former les cadres : fonctionnaires, officiers, etc. Napoléon s'est donc préoccupé en premier chef de l'organisation du secondaire. Il crée un enseignement public fortement structuré : 45 lycées pourvus de proviseurs, censeurs, conseils d'administration, programmes strictement définis. A côté subsistait un enseignement privé mais contrôlé par l'Université, création napoléonienne.

Malgré la croissance de ses effectifs, l'enseignement secondaire, qui coûte très cher, ne concerne toujours qu'une petite minorité de la nation. En 1876, 47 % des élèves quittent l'enseignement secondaire avant d'avoir obtenu le baccalauréat. En 1873, le chiffre des bacheliers est de 6.000 à 7.000 par an. L'enseignement secondaire reste réservé pendant tout le XIX^e siècle aux classes privilégiées.

La III^e République

La III^e République a accrédité l'idée qu'elle avait créé l'école laïque, gratuite et obligatoire.

En réalité, l'institution scolaire publique s'est formée tout au long du XIX^e siècle. La bourgeoisie parlementaire des Paul Bert et Jules Ferry a parachevé l'évolution commencée par la Révolution et lui a donné sa sanction légale.

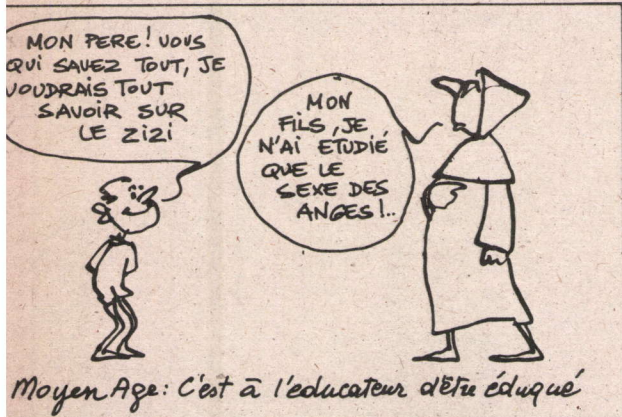
La gratuité en effet, s'était étendue à un nombre croissant

d'écoliers, grâce aux impôts spéciaux votés dans les communes à cet effet. La loi du 16 juin 1881 la généralise. Elle est complétée par la loi du 28 mars 1882, qui rend la scolarité obligatoire de 7 à 13 ans. Cette loi va surtout avoir pour effet de prolonger pour la plupart des enfants la scolarité effective. Les lois qui vont entraîner les polémiques les plus passionnées sont celles, sur la laïcité des programmes, des lo-

caux et des maîtres, qui achèvent de faire de l'enseignement un service public.

C'est le début de la grande querelle scolaire entre partisans de l'école laïque et pourfendeurs de l'école sans dieu. La séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 va rendre le débat plus aigu encore. La bourgeoisie parlementaire venait de libérer l'enseignement de son asservissement séculaire à la morale cléricale.

mis en place l'école publique



"Savoir lire, écrire, compter, le reste est superflu" d'après le bourgeois Thiers

Dans l'imagerie d'Epinal des vieux livres d'instruction civique, les années 1880 deviennent l'aurore des temps nouveaux, où l'on arrache enfin l'enfant à l'abrutissement de l'enseignement religieux.

Quel que soit leur milieu d'origine, dit-on alors, les enfants entreront désormais dans la vie à égalité de chances, le même enseignement leur étant prodigué sur les bancs de la même école. L'école de Jules Ferry, de Ferdinand Buisson, de Jean Macé se veut égalitaire et laïque.

Mais si elle échappe à l'emprise des curés, l'école n'échappe pas pour autant à l'emprise de la société de classes et à l'idéologie de la bourgeoisie.

Et le Ferry, ministre de l'Instruction publique de 1879, est le même grand bourgeois, ennemi juré de la Commune de Paris en 1871 et colonisateur de la Tunisie et du Tonkin dans les années 1880.

La fin du XIX^e siècle, c'est le temps de l'essor prodigieux du capitalisme. L'industrie moderne a besoin d'hommes qui sachent lire, écrire et compter. «Voilà ce qu'il faut apprendre», disait Thiers dès 1848. Mais il ajoutait aussitôt : «Le reste est superflu» ! Voilà qui exprime bien le fond de la pensée des classes dirigeantes.

Mais si pour l'essentiel l'école se borne à enseigner aux enfants des classes populaires les bases minimales indispensables au travail dans la société moderne, elle ne dédaigne pas non plus prêcher aux fils et filles des travailleurs la morale et les idéaux bourgeois.

On aimait dire à l'époque que la victoire de la Prusse en 1870 avait été l'œuvre de l'instituteur allemand. Et les instituteurs français des dernières années du siècle se chargèrent de préparer la génération qui «devait prendre la revanche».

Des générations d'écoliers apprirent dans le «Lavis» comment l'homme blanc pacifiait et libérait les coins les plus reculés de l'Afrique et de l'Asie. Ou encore comment il fallut «mater», en mai 1871, «pour faire triompher la civilisation», le soulèvement de la population parisienne «sortie du siège dans un état d'exaltation physique et morale, les nerfs malades... et qui avait eu sans cesse pendant le siège le vin et l'alcool à plein tonneaux...» !

En fait de neutralité, l'école laïque enseigne aux fils de prolétaires la collaboration de classes, la soumission du pauvre au riche, du salarié au patron, et dresse l'enfant à respecter l'ordre bourgeois comme un ordre immuable et sacré.

Le Plan Langevin-Wallon : le mythe réformiste de la démocratisation de l'enseignement

Rédigé entre 1944 et 1947 par une commission désignée par le ministre gaulliste Capitant et présidée d'abord par Paul Langevin, le savant sympathisant communiste, puis après sa mort par Henri Wallon, célèbre psychologue membre du PCF, le plan Langevin-Wallon reste aujourd'hui encore le texte de référence sacré du PCF et de la plupart des enseignants de gauche grâce auquel on n'en serait pas là, s'il avait été appliqué.

L'objectif principal du nouveau plan était «une élévation continue du niveau culturel de l'ensemble de la nation».

Le projet proposait de rendre la scolarité obligatoire jusqu'à dix-huit ans au lieu de quatorze et de fixer à vingt-cinq l'effectif maximum de chaque classe.

Pendant le 1^{er} cycle, de six à onze ans, tous les élèves devaient recevoir le même enseignement, avant d'être orientés progressivement, au cours des quatre années du second cycle, vers l'une des trois branches de troisième cycle : soit les études théoriques ouvrant l'accès à l'enseignement universitaire, soit les études pratiques et professionnelles. Durant les trois cycles, un seul examen, le baccalauréat, était prévu à dix-huit ans.

L'accent était mis également sur la formation des maîtres, chaque enseignant devant accomplir quatre années d'études supérieures. En plus de la gratuité de toutes les années d'enseignement, un système de bourses pour les familles les plus démunies et un pré-salaire pour les étudiants étaient préconisés.

Il faut d'abord noter que ce plan de démocratisation de l'en-

seignement n'était pas particulièrement radical puisqu'il ne remettait pas en cause en particulier la sélection des élèves vers des cycles long ou court.

Bien des idées dans ce plan, et en particulier celle du «tronc commun» (qui remonte d'ailleurs à 1880 !) ou celle des classes de rattrapage, ont d'ailleurs été reprises, au cours de vingt dernières années, par les différents ministres de l'Education nationale, sans pour autant supprimer son caractère de sélection sociale à l'école actuelle. Cela n'a rien d'étonnant. Aucun des Etats bourgeois n'a été jusque-là capable de résoudre le problème de l'unité de l'organisation scolaire autrement que par des étiquettes éphémères. Et c'est bien là que le bât blesse. Car le plan Langevin-Wallon des années 1945, comme l'actuelle «proposition de loi portant création de l'école fondamentale démocratique et moderne» présentée par le Parti Communiste, compte précisément sur l'Etat bourgeois pour réaliser ces réformes démocratiques. Des classes de «rattrapages», des classes de «perfectionnement», des «cycles d'observation», des «trunks communs», les ministres bourgeois de l'Education nationale ne parlent que de cela depuis quelque vingt ans. Or, qu'est-ce que cela a changé ? Car, à supposer qu'ils croient eux-mêmes aux réformes qu'ils proposent, qui sera en mesure de donner un contenu réel à leurs décrets ? Qui fera nommer d'office les professeurs les plus expérimentés, attribuera les meilleurs locaux, fera en sorte qu'on consacre effectivement le maximum de temps aux enfants qui en ont le plus be-

soin parce qu'ils arrivent dans le primaire ou dans le secondaire avec un handicap culturel ? Cette administration bureaucratique et réactionnaire, qui n'hésite pas à demander des comptes à un enseignant qui ne «respecte pas le programme» et qui mute les contestataires ? Des inspecteurs académiques qui n'ont jamais juré que par le «mérite» personnel des bons éléments et se soucient bien peu de ceux qu'on appelait naguère les cancre et qu'on préfère ranger aujourd'hui dans la catégorie des «caractériels» ou des «inadaptés» ? Dans ces conditions, toutes les timides tentatives vers l'école unique ne sont que de belles intentions sur le papier. Seuls les principaux intéressés pourraient être en mesure d'exercer la pression suffisante pour juger et contrôler si on donne effectivement «toutes ses chances» à tout le monde. Et ceux-là, ce sont les enfants de travailleurs et les travailleurs eux-mêmes. Il y a plus d'un siècle, Marx dénonçait déjà, en s'adressant aux réformistes de l'époque, le mot d'ordre «d'éducation du peuple, la même pour tous» comme un mot d'ordre vide de sens, qui dans les faits ne pouvait signifier, s'il signifiait quelque chose, qu'un nivellement par le bas. Quant à réclamer «une éducation du peuple par l'Etat» ou, ce qui revient au même, exiger de l'Etat «l'école unique et démocratique», Marx déclarait dans la foulée que c'était une chose absolument condamnable... car c'est au contraire «l'Etat qui a besoin d'être éduqué d'une rude manière par le peuple», disait-il. Et on ne peut pas mieux dire aujourd'hui, car le problème est bien resté le même.

La croissance de la scolarisation a-t-elle démocratisé l'accès à la culture ?

Depuis la Deuxième Guerre mondiale on enregistre à tous les niveaux de l'enseignement une augmentation rapide des effectifs. C'est au niveau du second degré que la croissance est la plus spectaculaire. Les cours complémentaires, devenus collèges d'enseignement général en 1959 (CEG), et les lycées et collèges, qui ont absorbé en 1942 les écoles primaires supérieures, ont vu leurs effectifs plus que tripler (en comptant le secteur privé). Les écoles maternelles doublent leurs effectifs. Les écoles élémentaires gagnent 1 500 000 élèves de 1945 à 1963. Si on ajoute les effectifs de l'enseignement technique, la France comptait en 1963 plus de 10 millions d'élèves et d'étudiants. L'explication prin-

cipale de cette «explosion scolaire» est l'augmentation de la natalité et de la population. Chaque génération d'après-guerre compte en effet près de 200 000 individus de plus que l'institution scolaire, telle qu'elle fonctionnait avant-guerre, n'était prête à en accueillir. Ce qui signifie qu'en fait l'accroissement de la scolarisation est tout relatif et que la scolarisation était quasi générale avant la guerre. Seuls les lycées connaissent une augmentation supérieure de leurs effectifs par rapport à la croissance de la natalité. Mais c'est l'une des conséquences de la gratuité de l'externat des lycées qui date de 1930.

Il y a eu une réelle augmentation de la scolarisation, indépen-

damment de l'augmentation de la population, dans les écoles maternelles d'une part (mais avant-guerre leur recrutement était assez sélectif) et dans le cycle court de l'enseignement secondaire, surtout important depuis la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

La croissance réelle de la scolarisation, indépendamment de l'expansion démographique, a donc été bien plus modeste qu'on ne le croit généralement.

Le «démocratisation» de l'enseignement, qui pour le moins devrait se traduire par une hausse du niveau culturel de l'ensemble de la population et surtout une égalisation du niveau vers le haut, semble bien illusoire. Des statis-

tiques gouvernementales datant de 1965 et faites à partir des soldats du contingent montrent que : 1,5 % des recrues ne savent ni lire ni écrire ; 25 % savent lire et écrire mais n'ont pas le certificat d'études ; 51 % ont le certificat d'études comme seul diplôme ; 11 % sont titulaires du BEPC ou d'un équivalent ; 11 % ont atteint le bachelier ou sont allés au-delà. Les universités restent quant à elles réservées essentiellement aux fils de bourgeois et aux couches les plus aisées de la petite-bourgeoisie. Sur 1 000 jeunes issus de la catégorie des cadres supérieurs et des professions libérales, 570 ont accès à l'université. Sur 1 000 fils d'ouvriers, 34 seulement y parviennent. C'est éloquent.



dossier

L'ECOLE PUBLIQUE

les écoliers : l'inégalité des

Orientation ou sélection sociale automatique ?

Dans cette société, l'école n'est « unique » et accessible à tous qu'à l'école primaire. Pourtant, en principe, tous les enfants, depuis la suppression du concours d'entrée en sixième, ont accès à l'enseignement secondaire.

Mais en même temps qu'on prévoyait la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et qu'on ouvrait les 6^e à tous les enfants, on instaurait trois « filières » différentes dans le secondaire. Ce qui revenait à classer les enfants dans les 6^e de première, seconde et troisième classe, selon leur niveau. Seule la filière n° 1, qui rassemblait les « bons élèves » et fournissait le plus fort contingent d'enfants de professions libérales ou de cadres, ouvrait la voie aux études longues, jusqu'au bac. La filière II, moins forte, aiguillait 59 % de ses effectifs jusqu'au BEPC qui s'arrêtaient là. 25 % de la même filière continuaient plus loin. Et le reste entrait en CET dans les classes de BEP (brevet d'études professionnelles) en deux ans. Quant à la filière de type III, qui commençait avec les 6^e et 5^e dites de transition et accueillait les enfants qui ne pouvaient pas suivre ailleurs, elle comprenait 61,5 % d'enfants d'ouvriers et 3,6 % de fils de cadres et de professions libérales en 1970-71. A l'issue de ces 5^e pratiques, les enfants allaient soit dans les classes de CAP d'un CET (dont une minorité parvenait jusqu'en troisième année), soit passaient dans des « classes pré-professionnelles de niveau » ou de préapprentissage, ou dans des classes d'attente avant d'aller au CET. Dans tous les cas, c'était au bout l'usine ou l'atelier. Jusqu'en 1974, une première sélection des enfants avait donc lieu selon leur niveau dès la 6^e, de façon à ce que les professeurs puissent constituer des classes homogènes et à peu près viables. Depuis 1974, Haby a en principe interdit le classement des enfants en filières, afin de préserver un véritable « tronc commun » d'enseignement jusqu'en 4^e.

Tous les élèves rentrent en 6^e dans un collège ou un lycée. Ils ont des classes communes (6^e et 5^e) où ils sont « observés » avant d'être orientés suivant ce qu'on appelle leurs « aptitudes », à la fin de la 5^e.

En 1963, Fouchet voyait une bonne « orientation », non sélective, des enfants comme un moyen de mettre « chaque enfant, riche ou pauvre, urbain ou rural, sur la voie où l'appellent ses aptitudes intellectuelles et ses dons ». Seulement, la sélection sociale et l'acquisition de ces fameuses aptitudes et de ces dons existent préalablement à l'entrée à l'école. Et c'est déjà inégal que les enfants se présentent. Pas étonnant dans ces conditions que toutes les tentatives d'orientation « juste » ne font que refléter les inégalités sociales déjà existantes. C'est ainsi que ces soit-disant aptitudes et dons, naturels sans doute selon ces ministres, permettaient à un enfant de s'orienter vers une voie professionnelle bien précise sur... 580 choix possibles.

En fait, ce n'est pas en fonction des dons ou des aptitudes que l'on oriente un élève vers le CAP de repasseuse, de « tuliste en voilette » ou de « chaudronnier ». Mais plutôt en fonction des places libres dans les CET, de l'existence de telle ou telle section, de la routine et du retard de l'éducation sur l'évolution des techniques, etc.

Quant à la réforme Haby, si contestée avant même qu'elle soit appliquée, elle reproduit, sous des phrases dramatiques et des mesures superficielles, la même inégalité et confesse la même impuissance.

C'est que, derrière les orientations savantes et les tronc communs, se cache une réalité, ce que toutes les statistiques font apparaître : il existe toujours deux écoles. Une école pratique professionnelle, véritable réserve de travailleurs où se retrouvent la grande majorité des fils d'ouvriers, de paysans et de gens de modeste condition. Et l'autre école, avec ses diverses ramifications accueillant des élèves venus de divers milieux, mais principalement « aisés » réservant à une petite partie de ceux-ci la voie royale des grandes écoles. Car la réalité sociale est plus forte que les velléités à donner « le même enseignement à tous », c'est-à-dire à ceux qui n'ont déjà plus les mêmes facultés ni la même rapidité à le recevoir.



Un enseignement ennuyeux et inefficace

L'école est inadaptée pour les enfants des travailleurs, mais elle l'est tout autant pour ceux des milieux plus aisés, de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie. Dans les lycées, même les fils de bourgeois s'ennuient et échouent à leur bac. Un peu plus de la moitié seulement des enfants de professions libérales, cadres supérieurs et cadres moyens, décrochent leur bac. Les autres remplissent les boîtes à bachot.

Et ce n'est pas tant les méthodes pédagogiques qui sont en cause. Même si sur ce plan rien n'est fait pour investir suffisamment de moyens humains et matériels. Car si, depuis la dernière guerre, les effectifs lycéens se sont considérablement accrus, les locaux, les bibliothèques, le nombre de professeurs et le temps et l'argent consacrés à leur formation... n'ont pas suivi. Cela dit, il arrive à bien des professeurs de rénover leurs méthodes, d'instituer la « participation des élèves » et de continuer à se plaindre avant tout de la « passivité » de leurs élèves. Bien sûr, il y a aussi des élèves heureux et des professeurs enthousiastes. Mais il n'empêche que, dans l'ensemble, les études se-

condaires n'éveillent pas une énergie particulière chez les adolescents, ni un enthousiasme démesuré.

En fait, le peu d'intérêt que les lycéens portent à leurs études témoigne de l'une des tares les plus indélébiles de la société de classes et de la société bourgeoise en particulier : la séparation du travail manuel et productif du travail intellectuel.

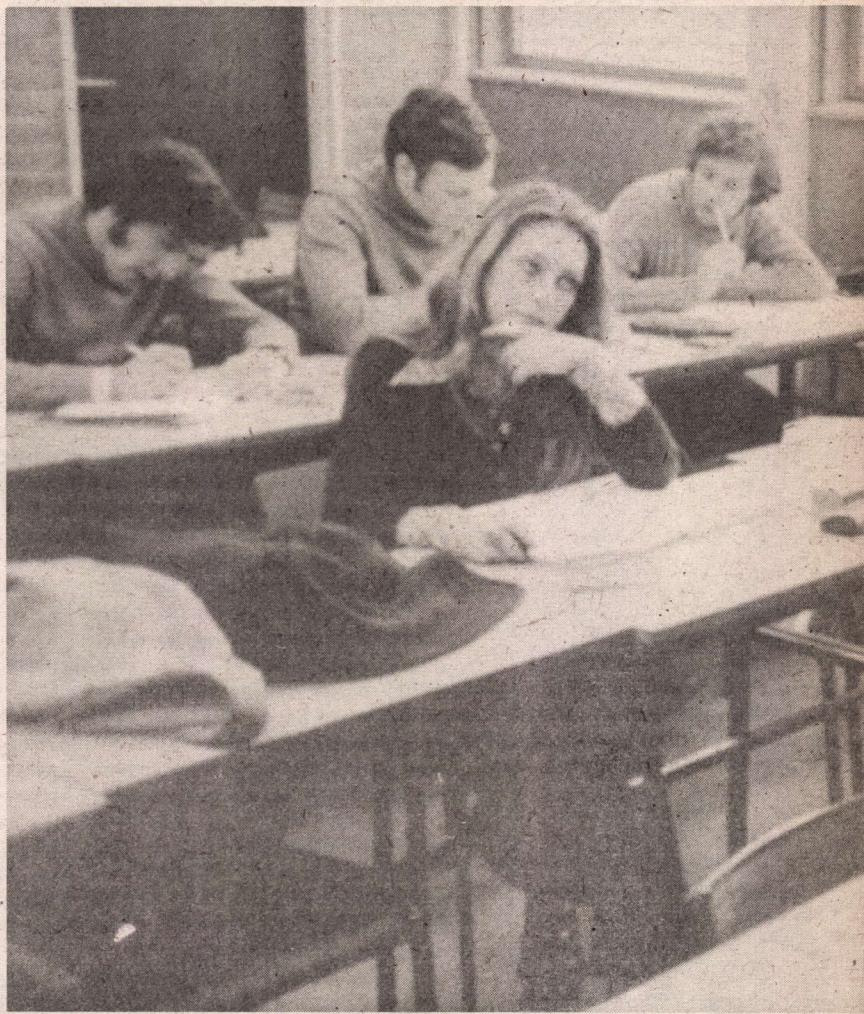
Cette division du travail se reflète particulièrement à l'école, le lieu par excellence où le savoir doit être transmis. Avec l'étatisation de l'école, c'est l'apprentissage sous toutes ses formes qui s'est radicalement coupé de la production et de l'activité sociale. Et c'est cette coupure entre le travail manuel et intellectuel, entre l'apprentissage et la production, la vie scolaire et la vie sociale, qui donne à l'enseignement son caractère irrémédiablement scolastique, qui, aussi bien pour le jeune bourgeois que pour le jeune prolétaire, le rend abstrait, ennuyeux et sans grand intérêt. Or ce manque d'intérêt enlève à l'enseignement les trois quarts de son efficacité.

L'effort collectif, le travail d'équipe (que ce soit de la part des élèves ou des professeurs)

sont pratiquement inconnus au lycée. C'est moins le goût de se cultiver et d'apprendre qui motive les élèves, que le désir, la plupart du temps, de réussir socialement. Et cet individualisme exacerbé auquel est conditionné l'élève depuis son enfance paralyse en grande partie ses propres facultés d'épanouissement.

En étant un monde à part, coupé de la vie sociale réelle, l'école perd une grande partie de son efficacité potentielle.

Cette situation prive les jeunes des meilleures occasions de mobiliser leur énergie pour des choses qui les passionneraient, en premier lieu parce qu'ils en seraient réellement responsables et que cela aurait une utilité sociale certaine. On voit d'ailleurs à quel point la pédagogie ne peut à elle seule apporter aucune solution dans ce domaine. En occupant relativement mal le temps de sa jeunesse, en ne lui donnant pas de réels moyens de s'exprimer, non seulement par des mots mais aussi par des faits, la société se prive des ressources physiques et intellectuelles et de l'énergie de centaines de milliers de jeunes, à l'âge même où ces ressources sont particulièrement importantes.





Les lycéens s'ennuient

Voici quelques réponses écrites des élèves d'une classe de première à la question : « Les lycéens s'ennuient-ils à l'école ? ».

« Que fais-tu en cours, Marc ? — Je gribouille des classeurs. (...) Maintenant je suis en première. Cela fait 5 ans que, 9 mois sur 12, je m'assois presque tous les jours sur un banc et attends que le temps passe ».

LA FAUTE AU PROF.

— « Ils parlent pour eux seuls ».

— « A la fin du cours, il plie bagage, il n'y a aucune possibilité de contact personnel, de dialogue ».

— « Certains professeurs n'ont qu'une idée, faire le cours et attendre la fin de l'heure... ».

Et ce jugement sévère :

« L'école a été conçue pour les élèves et non pour donner du travail à quelques intellectuels au rabais afin qu'ils s'occupent un peu. On a tendance à l'oublier... ».

LA FAUTE AUX ADULTES.

« Pour l'opinion publique, nous sommes tous des fainéants. Parfois même, en temps de grève, des terroristes. Plus de sévérité ! Combien de fois n'ai-je pas entendu cette phrase... ».

ILS ONT PEUR.

« Je reproche à l'école son manque de sentiment, de chaleur. Tous les groupes qui se sont formés ici sont toujours plus ou moins disloqués par l'administration. Ils ont peur de nos joies, de tout ce qui nous appartient... ».

« Je n'ai rien ici. Je n'ai rien construit ».

Qui apprend et qu'apprend-on à l'école ?

Quelles connaissances, mais surtout quelle culture reste-t-il aujourd'hui à un enfant qui n'a fréquenté que l'école primaire ?

Tout ce qu'on peut affirmer sans trop de risques d'erreur, c'est que cet enfant sait lire, écrire et compter. Mais on peut tout aussi sûrement affirmer que l'école n'a pas cultivé grand-chose d'autre en lui. L'école ne se donne pas pour but de développer son goût artistique, ni ses aptitudes physiques, ni son esprit critique, pas plus qu'elle ne cherche à lui donner les moyens de comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Si l'enfant a quelques qualités en ces différents domaines, c'est qu'il a eu la chance de rencontrer des enseignants cherchant à dépasser ce que l'administration leur demande d'enseigner. Ou alors c'est en dehors de l'école qu'il aura développé ces qualités.

Le résultat, c'est que les connaissances dispensées à l'école primaire profitent moins à l'enfant d'origine modeste qu'à celui qui bénéficie chez lui de tout un entourage culturel et où son intérêt est sollicité de multiples façons en dehors de l'école.

Le même enseignement prodigué aux uns et aux autres n'assure aux uns guère plus que les rudiments, alors qu'il s'inscrit pour les autres dans tout un contexte éducatif qui leur profite infiniment plus.

Dans la famille ouvrière, on n'a que bien peu souvent le

temps de veiller jour après jour à l'éveil de l'intelligence du tout jeune enfant. Les horaires de travail, la fatigue, le faible niveau culturel de ses parents font que, lorsqu'il entre à l'école, l'enfant de milieu ouvrier est beaucoup moins bien préparé à l'assimilation des connaissances scolaires que l'enfant de milieu aisé. Ou tout au moins il lui faudra plus de temps, plus d'attention. Cette inégalité n'est pas héréditaire ou innée. Elle est sociale. Quand les ministres de l'Éducation parle « d'aptitudes et de dons personnels », ils font semblant de croire que ces dons seraient strictement individuels. En réalité, la différence entre les dispositions naturelles des individus est bien moindre que nous le croyons et surtout, disait Marx, « que les classes dominantes veulent nous le faire croire ».

La différence entre les aptitudes scolaires est avant tout sociale. Et c'est cela qui est effectivement révoltant et injuste. Parce que, dans cette société, l'enfant qui connaît des difficultés ne pourra recourir à aucune autre aide que sa propre famille. Si c'est possible, tant mieux pour lui. Sinon, il a toutes les chances d'être rapidement submergé. D'autant que le seul milieu culturel dont bénéficient les enfants d'origines les plus modestes est celui de l'école, et surtout l'école primaire, celle qui connaît précisément le plus grand dénuement intellectuel et matériel.

Le Conseil municipal de Plogonnec démissionne en bloc parce que des enseignants et des parents, avec l'appui du préfet, veulent imposer l'ouverture d'une école publique à côté de l'école confessionnelle. Cela ne se passe pas il y a 80 ans mais il y a 15 jours. Et cet incident n'est peut-être pas aussi anachronique qu'il paraît. Car si la bataille pour l'école laïque est bel et bien terminée, l'emprise de l'Eglise sur l'enseignement est loin d'avoir été définitivement balayée par la bourgeoisie au pouvoir.

Aujourd'hui, 70 ans après la loi de 1905 proclamant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'enseignement privé réunit environ deux millions d'élèves, contre près de sept millions dans le laïque, soit 20 % de l'ensemble des jeunes scolarisés. C'est énorme. Surtout quand on sait que l'enseignement catholique couvre 95 % des effectifs du privé.

Dans certains départements, l'enseignement confessionnel prend en charge 40 % des enfants scolarisés, comme en Alsace ou en Haute-Loire.

Pourtant, c'est en 1789 que les premiers décrets contre la mainmise toute puissante de l'Eglise sur l'école furent promulgués. Il fallut la menace du prolétariat révolutionnaire et l'écrasement de la révolution de Juin 1848 pour que la bourgeoisie républicaine tourne casaque en la matière et retrouve un intérêt certain à composer avec l'Eglise. « Je demande, déclarait Thiers, que l'action du curé soit forte, parce que je compte beaucoup sur lui pour préparer cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici pour souffrir ». Le vote de la loi Falloux en 1850 accrût considérablement les prérogatives de l'Eglise. Et l'enseignement confessionnel connut alors un essor sans précédent jusqu'aux grandes lois scolaires républicaines de 1881 et 1882, établissant définitivement la gra-

tuité, la laïcité et l'obligation scolaires.

Après la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'enseignement confessionnel décline et ne compte plus en 1912 que 27 écoles de congrégations religieuses, alors qu'il en existait 13.000 en 1880. Il faut attendre 1940 pour que le gouvernement de Vichy réautorise les congrégations enseignantes, rétablisse l'instruction religieuse dans les écoles publiques et permette l'octroi de subventions à l'enseignement privé. L'aide financière aux établissements privés fut bien supprimée en 1945 mais, dès 1951, une loi accorda une subvention par tête d'élève pour toutes les écoles publiques ou privées.

Un an après le retour de De Gaulle au pouvoir, la loi Debré de 1959 consacre cette politique : les écoles privées qui souscrivent « des contrats d'association » avec l'Etat bénéficient des mêmes subventions que les établissements publics. En outre, avec la loi de juin 1971, l'accès à ces contrats, donc à ces subventions, est encore facilité : délai d'ouverture de l'école réduit à deux ans, possibilité de dérogations d'horaires, etc. Depuis presque 20 ans maintenant, la bourgeoisie française mène une politique extrêmement favorable à l'enseignement privé, confessionnel pour l'essentiel, qui, grâce aux carences de l'Education nationale, est assuré d'une clientèle en augmentation croissante. Au point que ces mêmes écoles privées et religieuses se félicitent aujourd'hui de... la démocratisation de leur recrutement ! Le comble en la matière étant que le nombre de bourgeois de l'enseignement privé a fait en cinq ans (de 1968 à 1973) un bond de 20,2 % à 28,3 %, tandis qu'il régressait dans l'enseignement public de 44,5 pour cent à 42 % des effectifs ! La sollicitude du gouvernement est insondable.

LE POINT DE VUE DES INTERESSES

« Chacun selon ses aptitudes »

H., 15 ans, vient d'une 3^e en CES et entre en 2^e T1 :

« Dès le premier cours de français, le prof les a avertis de ce qui nous attendait : sur 35, 7 passeront en 1^{re} E (les 7 meilleurs quel que soit le niveau de la classe), 6 redoubleront, 6 iront en BEP, 24 en F (les bons en maths iront en F2). Si l'on ne suit pas, on ne nous laisse pas finir l'année, on nous envoie au BEP d'office. Cela arrive tous les ans à au moins un élève toutes les deux classes... Elle était plutôt découragée après cette entrée en matière ! »

Qu'est-ce qui te plaît à l'école ?

Laurence, 11 ans, élève de 5^e :

« Ce qui me plaît, en histoire-géographie, c'est de savoir les coutumes des autres pays. Mais une fois, on avait cinq pages à apprendre d'un coup. Et puis une autre fois, c'était « les débouchés commerciaux de la Grèce antique ». Fallait savoir ce que c'était qu'un débouché commercial ! »

Je voudrai...

Steven, 8 ans, CE 1 :

« La cour est grande, la maîtresse est gentille, j'ai beaucoup de copains. Ça fait du bruit, on ne peut

pas jouer. Je vais près des WC pour être tranquille, mais ça sent mauvais.

Alexandre, CM2 :

« On pourrait faire d'autres choses, du bricolage, apprendre la science, les animaux... »

La colo, c'est mieux

Cristel, 7 ans, CE2 :

« La colonie de vacances, c'est mieux que l'école... On a fait des lapins. On faisait plein de trucs manuels. On a fait des gâteaux. C'est bien. A l'école, on n'en fait pas. C'est la maîtresse qui décide. Si elle veut, on en fait. Sinon, on n'en fait pas. On ne peut pas décider tout seuls. Parce que, des fois, elle a envie d'autre chose ».

La récré

Cristel :

« Aux récréations, on s'amuse. On joue au loup ou à chat perché. Mais on ne peut pas se percher : il n'y a rien. Alors on va sur des petits trous ou des petites croix. On dit que c'est ça, et on se perche dessus ».

Changer de tête

Alain, 10 ans et demi, entre en 6^e :

« La 6^e, c'est mieux que l'école primaire. On change de profs. Alors, si on ne s'entend pas avec un prof, on s'entend sûrement avec d'autres. Tandis qu'à l'école primaire... ».

dossier

L'ECOLE PUBLIQUE

Pour une école au service de la population

Peut-on changer l'école ?

Est-il possible de mettre l'école au service de la population, de façon à ce qu'enfin les enfants des travailleurs y trouvent leur compte ? Les enseignants en ont-ils les moyens ? Plus qu'on ne pourrait le croire. Démocratiser l'école, les révolutionnaires sont pour. C'est même une nécessité. Le savoir et l'instruction sont une force, et tout ce qui peut permettre à la classe ouvrière de mieux dominer ses moyens d'instruction et de culture a toujours concerné de très près les révolutionnaires. Ce qui nous sépare radicalement des réformistes, c'est que les réformistes font confiance à l'Etat et au gouvernement pour mener à bien cette tâche et qu'ils espèrent que cette « démocratisation » de l'enseignement leur viendra d'en haut. On ne peut mieux renoncer ainsi à ses propres objectifs. Toutes les véritables conquêtes démocratiques l'ont toujours été « par en bas ». Et il en est de l'école comme du reste. La bourgeoisie, son Etat, son personnel administratif, son corps de bureaucrates, ses inspecteurs, sont incapables d'appliquer réellement le moindre commencement de mesure scolaire favorable, non seulement en paroles, mais dans les faits, à la population travailleuse. Il faut bien en être persuadé.

Les révolutionnaires n'ont pas de solutions pédagogiques particulières pour rendre l'école plus humaine, plus efficace, plus rationnelle. Il existe des centaines de pédagogues, des milliers d'enseignants compétents et dévoués, des médecins et des psychologues de valeur qui ont dit et répété ce qu'il fallait faire, dans les limites des connaissances actuelles. Mais ce que nous savons par contre, c'est qu'il ne suffit pas que les idées soient bonnes

Que fera de l'école le prolé- tariat au pouvoir ?

Le prolétariat ne se contentera pas de balancer par-dessus bord « l'école capitaliste », et avec elle l'école tout court, comme il est de mode de le préconiser dans certains milieux gauchistes. Car si aujourd'hui l'école est une école de classe, c'est moins à cause de son rôle de « diffusion de la culture bourgeoise », que parce que les enfants des classes laborieuses n'y ont qu'un piètre accès à la culture. En fait, l'Etat ouvrier se servira justement de l'institution scolaire pour en faire un lieu privilégié de lutte contre la mentalité et les préjugés bourgeois. Mais il fera bien plus. Aux mains du prolétariat, l'école pourra enfin devenir un puissant moyen d'éman-

pour qu'elles deviennent des forces ; il ne suffit ni de les émettre, ni même de les vérifier expérimentalement, ni de les soumettre à l'appréciation bienveillante des « autorités », qui n'en ont précisément rien à faire, pour qu'elles passent dans la vie. La meilleure chance des enseignants qui aiment leur métier - et il y en a beaucoup - et de tous les novateurs en la matière, c'est qu'ils fassent juges de ce qu'ils font les principaux intéressés. Pour ce faire, il ne suffit pas de se lamenter sur la « passivité » des élèves ou sur « l'indifférence » des parents, et particulièrement de ceux qui appartiennent aux « milieux défavorisés », pour employer le jargon consacré et hautain du milieu enseignant.

Combien d'enseignants, y compris de gauche, y compris des militants syndicalistes, ont accepté pleinement le mouvement contestataire de la jeunesse scolarisée de ces dernières années et se sont réjouis des manifestations lycéennes et collégiennes ? Pour l'immense majorité d'entre eux, ils ont eu un réflexe conservateur, d'attente passive au meilleur des cas.

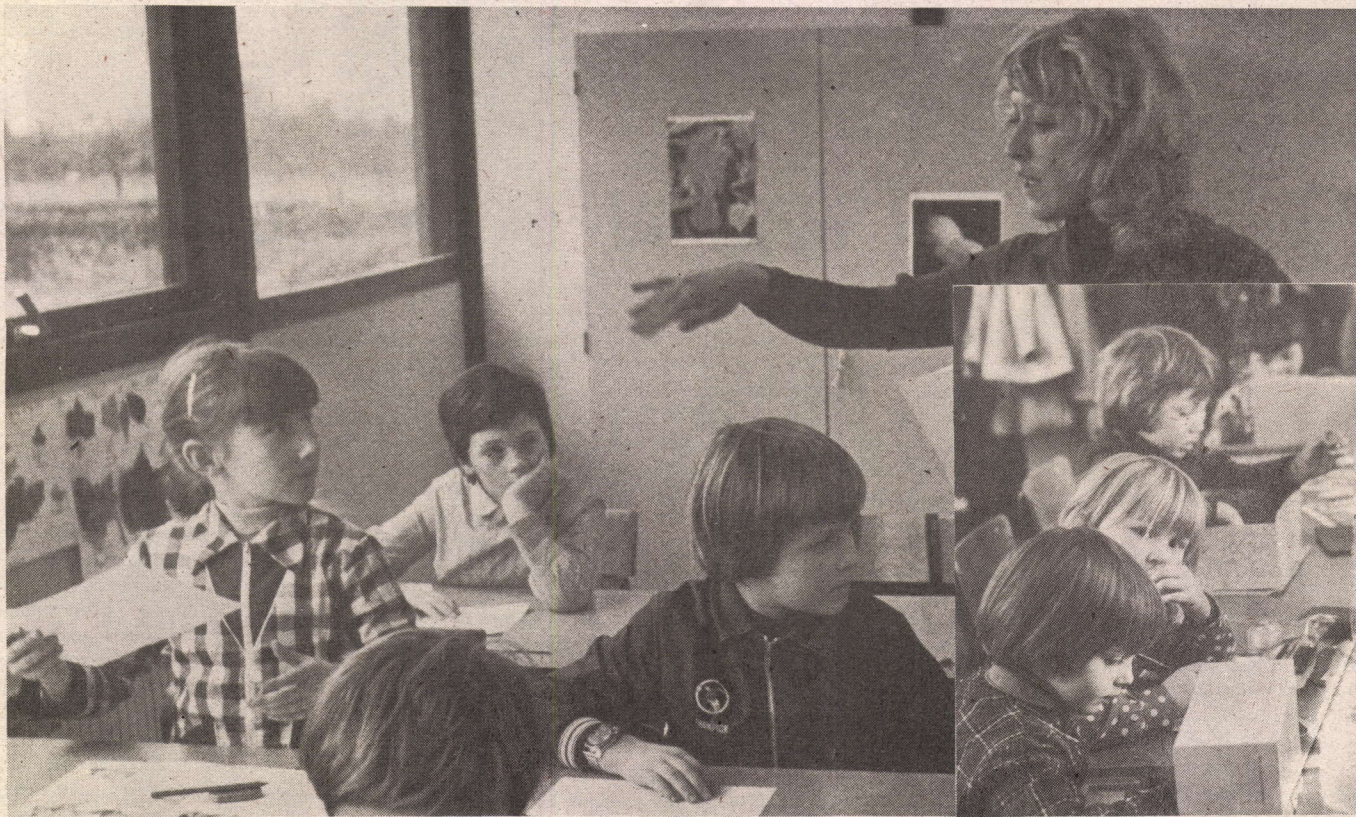
Ils se sont sentis « contestés » eux-mêmes, ou ont eu peur de l'être. Pourtant ils avaient alors pour une fois l'occasion rêvée de se mettre à l'école... des enseignés, et de faire ainsi la preuve concrète de leur sincérité quand ils font appel d'habitude à la participation « active » de leurs élèves.

Il ne suffit pas de « râler » contre l'administration, tout en s'y soumettant méticuleusement par ailleurs. Il faut se donner les seuls moyens un peu sérieux de la neutraliser et d'exercer sur elle des pressions efficaces : en y associant parents et enfants.

Les enseignants qui veulent s'émanciper de la tutelle de l'Etat, contester le contrôle des inspecteurs, revendiquer la liberté dans leurs méthodes de travail, se dégager des engagements formels à l'égard de l'administration, en un mot se refuser à être des fonctionnaires et sortir ainsi de la voie de garage du corporatisme, ont mille fois raison. Ce ne sont pas à vrai dire les plus nombreux. Mais pour avoir les meilleures chances de se dégager du contrôle étatique bourgeois, il faut tout faire par contre pour se

mettre sous le contrôle de la population travailleuse. Les enseignants ont tout à y gagner ; les travailleurs aussi. Les enseignants sont les mieux placés pour mettre les travailleurs et la jeunesse à même de juger ce qu'ils font. Ils ont tout à gagner à susciter leur critique et leur contrôle. C'est leur meilleur moyen d'être compris de la population travailleuse, de répondre à ses inquiétudes légitimes, et de lui permettre d'abandonner tout préjugé dans les questions scolaires.

A l'heure actuelle, l'école est toujours un sanctuaire interdit aux parents et aux travailleurs en général. Les enseignants sont les mieux placés pour ouvrir les écoles, en faire les meilleurs lieux publics, les plus riches. En un mot, les enseignants révolutionnaires peuvent être les meilleurs militants de la seule école démocratique possible, donc la seule réellement progressiste : une école contrôlée par la classe ouvrière et la jeunesse ouvrière. Les enseignants n'y ont à perdre que leur routine, les élèves leur ennui, et les parents leurs angoisses sur l'avenir individuel de leurs enfants ou leur indifférence.



icipation du prolétariat. La démocratisation de l'école prendra alors tout son sens. Enfin ouverte sur la vie sociale, elle n'en sera que mieux placée sous le contrôle de la population, et en premier lieu de la jeunesse, et cessera par là même d'être cette institution sclérosée qu'elle est aujourd'hui.

L'Etat ouvrier mettra à la disposition de l'école tous les moyens matériels et humains afin de permettre à tous d'accéder à ce haut niveau de culture qui est aujourd'hui l'apanage des fils de la bourgeoisie et d'une fraction de la petite bourgeoisie. Il est frappant de constater à quel point dans les pays capitalistes l'école d'Etat est peu influencée par la pédagogie moderne et les résultats des différentes écoles expérimentales. Dans ce domaine, il fut caracté-

ristique que l'Etat ouvrier soviétique des années vingt, dans les circonstances les plus dramatiques, en pleine guerre civile, en pleine famine, ait été capable de réaliser ce que jamais les Etats bourgeois les plus avancés n'ont été capables de faire : l'URSS fut alors un vaste champ d'action pour tous les pédagogues novateurs qui y trouvèrent des possibilités d'expérimentation et de vérification de leurs thèses comme ils ne peuvent même en rêver aujourd'hui dans les pays capitalistes les plus démocratiques. Les bolchéviks se méfiaient beaucoup d'une quelconque étatisation scolaire rigide, et préférèrent dans le cadre de grandes mesures scolaires démocratiques prises par décret en 1918, laisser le maximum d'autonomie et d'initiative locales. Et ce

qui fut remarquable, c'est la totale liberté dont les enseignants purent alors disposer. Toutes les méthodes pédagogiques purent s'affronter, polémiquer et se donner les moyens de vérifier, au moins partiellement, leurs thèses.

Loin de s'éteindre, l'institution scolaire prendra sans doute dans la société de transition des proportions bien plus importantes qu'aujourd'hui, car elle ne se limitera plus aux seules tâches d'instruction scolaire proprement dites, mais à l'ensemble des tâches éducatives et sociales. Et peut-être, pour la première fois dans l'histoire, l'école sera l'un de ces lieux où l'éducation pourra enfin devenir un facteur de transformation humaine, objectif qui est toujours resté du domaine de l'utopie jusque-là.

Chirac : « Ne m'oubliez pas »

L'actuel député corrézien, ex-suppléant de Chirac, vient d'annoncer qu'il allait démissionner pour permettre à ce dernier de reprendre son poste de député.

Il y a à peine plus d'un mois, Chirac quittait le gouvernement en claquant la porte. Il se mettait, affirmaient ses amis, « en réserve de la République ». Mais un geste ne suffit pas à faire d'un simple Chirac un homme au « destin national ». La concurrence est grande et la majorité ne manque pas d'hommes ambitieux, c'est le moins qu'on puisse dire... Pour se mettre en réserve de la République, encore faut-il être sûr que quelqu'un viendra vous en retirer. Aussi, Chirac a fait sa traversée du désert, noblement, mais au pas de course : les hommes ont la mémoire si courte !

Une semaine après, il repartait déjà à la bataille et faisait sa rentrée politique en battant le rassemblement des gaullistes. Aujourd'hui, il repart à la conquête de son siège de député.

Décidément, Chirac est un homme actif... et réaliste. Il sait « qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » et que mieux vaudrait être député de la Corrèze que rien du tout !

Irène BROSSARD.

LA MOMIE ET LE PRÉSIDENT

Ramsès II, le pharaon-soleil, est arrivé la semaine dernière à Paris pour y recevoir les soins que nécessite son état inquiétant. Le gouvernement français, qui prend en charge cette délicate opération, est extrêmement flatté de la visite. Et Ramsès II, ou du moins sa momie, a été accueilli à sa descente d'avion par la secrétaire d'Etat aux Universités, tandis que les honneurs mili-

Le centre Beaubourg : échafaudages et peaux de bananes pour Chirac

Lorsque Pompidou décida de faire construire le Centre National d'Art Contemporain dans le centre de Paris, cela devait être une opération de prestige. Prestige politique pour une V^e République qui en avait bien besoin et pour un président qui se voulait un ami des lettres et des arts. Mais aussi prestige économique et architectural d'un quartier ultra-moderne, qui devait

s'étendre des Halles (vous savez, le fameux trou...) jusqu'à la rue Rambuteau.

Or, aujourd'hui, tout ce beau projet s'en va à vau-l'eau. A l'ouest, sur l'emplacement des Halles, on n'a pas édifié le Centre de Commerce international primitivement prévu, mais on a creusé un trou béant, dont la facture (pour le seul dédommagement des promoteurs) s'élève à 8 mil-

liards anciens. A l'est, le centre Beaubourg, lui, a bien vu le jour. Son inauguration est même prévue pour le courant du mois de novembre. Or ne voilà-t-il pas que l'on « découvre » aujourd'hui que ce Centre sera (lui aussi !) un trou financier. La secrétaire d'Etat à la Culture, Françoise Giroud, en a fait la « révélation » voici quelques jours : le Centre Beaubourg coûtera, au bas mot, 13 milliards anciens par an. Et aussitôt la presse, la radio de se faire l'écho des déclarations gouvernementales selon lesquelles, en ces temps d'austérité, cette somme serait au-dessus des moyens du pays. D'ici que l'on nous annonce que, puisque ce centre est vraiment trop coûteux, il ne reste plus qu'à l'abattre...

Mais au-delà de cette cuisine de la V^e République, où promoteurs et banquiers trouvent moyen de réaliser de fabuleux profits, derrière l'affaire du Centre Beaubourg, se

profile un nouvel épisode de la petite guerre que se livrent Giscard et Chirac depuis la démission de ce dernier.

En effet, la manière dont est présentée aujourd'hui l'affaire Beaubourg est une critique implicite de Pompidou, accusé en l'occurrence d'imprévoyance coupable et de dilapidation des deniers de l'Etat et des contribuables. Tout cela dans l'espoir que Chirac — qui prépare sa rentrée politique — sera éclaboussé, puisque c'est lui qui avait présenté le projet devant l'Assemblée.

On le voit, dans ces sordides règlements de comptes entre gaullistes et giscardiens, s'il est un grand absent, c'est bien l'art. (Il paraît que le Centre Beaubourg devait être un musée et une galerie d'art comme il n'en existe qu'aux USA). Mais l'on voit aussi et prévoit trop bien que, puisque règlements de comptes il y a, c'est encore à nous que l'on présentera l'addition.

Pierre LAFFITTE.



taires ont été rendus à ce souverain vieux de trois mille ans, qui a passé les troupes en revue dans une triple boîte portant les inscriptions pharaoniques bien connues, comme « haut » et « bas ».

Cette sollicitude du gouver-

nement français peut sembler comique. Mais nos dirigeants n'ont peut-être pas tort de se sentir si proches de Ramsès. N'ont-ils pas un petit air de famille avec celui-ci... ce petit côté moisi !

Yvette BLONDIN.

Suite de l'affaire Ceccaldi : Les avertissements volent bas

Dix-huit magistrats dépendant de la cour d'appel de Douai se sont vu infliger « un avertissement » ou « une sévère observation », pour avoir participé en juin dernier à la grève de solidarité avec le juge Ceccaldi, grève déclenchée par le Syndicat de la Magistrature. (Ceccaldi avait refusé de quitter Marseille pour Hazeubrouck, considérant cette mutation comme arbitraire).

Il paraît que ces avertissements ne sont pas des mesures disciplinaires mais de simples rappels à l'ordre.

Dans ce cas, on se deman-

de bien pourquoi seuls ces magistrats ont été honorés de cette délicate attention. Bien d'autres magistrats étaient en grève. Mais il faut croire qu'au ministère de la Justice on tient particulièrement à remettre au pas les magistrats de cette région qui ont déplié, là-haut, et bien avant l'affaire Ceccaldi.

De toute façon, le Syndicat de la Magistrature a l'intention de ne pas en rester là. Les avertissements doivent être levés. Il a décidé de former dans ce but un recours en Conseil d'Etat.

Anne GARBE.

Le réacteur nucléaire Super-Phénix contesté :

Le profit passera-t-il avant la sécurité ?

L'opposition à la construction du réacteur nucléaire Super-Phénix à Creys-Maleville, décidée en avril dernier par le gouvernement, grandit, alors que dans le même temps les mises en garde sur les dangers que représentent ce type de réacteur se multiplient.

S'estimant insuffisamment informés par les pouvoirs publics, la majorité des conseillers généraux du département de l'Isère viennent en effet de demander au gouvernement « de surseoir au projet de construction de la centrale de Creys-Maleville » tant que toute la lumière n'aura pas été faite et toutes les précisions apportées sur les risques courus et les mesures de sécurité prises. La majorité socialiste du Conseil général réclame également la constitution d'une commission régionale de sécurité et un débat parlementaire sur ce sujet.

D'ailleurs l'opération montée il y a deux semaines, et qui a permis à un groupe d'écologistes de

s'emparer d'une partie des documents de la protection civile de Grenoble, montre que, si les autorités n'ont pas très confiance dans les techniques de sécurité, elles ne tiennent pas à faire connaître à la population concernée les risques qu'elle court.

Nombre de scientifiques sont en effet très méfiants devant ce type de réacteurs, pour toute une série de raisons tenant à la fois au caractère des réactions provoquées dans le cœur de la centrale (réactions plus rapides et plus difficiles à contrôler dans les réacteurs classiques) et au fait que de grandes quantités de plutonium, matière très radioactive, seront produites par les surrégénérateurs. A cela viennent s'ajouter des difficultés techniques dues à l'emploi de milliers de tonnes de sodium comme produit réfrigérant, ce qui comporte des risques d'explosion non négligeables (témoin l'accident survenu à la centrale de Sevchenko

en URSS).

Tout incite donc à une prudence particulière dans ce domaine encore mal connu. Et le fait que toutes les expériences prévues en matière de simulation d'accidents par le CEA (le Commissariat à l'Energie Atomique) ne soient pas achevées devrait en toute logique conduire au moins à repousser la construction de ce surrégénérateur, d'une taille bien supérieure à tous ceux déjà en fonctionnement à titre expérimental. Seulement voilà, les sociétés industrielles privées qui assureront la réalisation de Super-Phénix ne veulent pas risquer de perdre du temps par rapport à leurs concurrentes à l'œuvre dans d'autres pays. Et si, pour le gouvernement français, l'avis du Conseil général de l'Isère est purement consultatif, si l'inquiétude de la population est quantifiée négligeable, les désirs des Creusot-Loire et autre CGE sont des ordres.

Pierre VERNANT.

Les fêtes de Lutte Ouvrière

● 9 et 10 octobre

à Rennes

SAMEDI :

— Ouverture de la fête à 20 h 30.

— A 21 h : Fest Noz avec les Sonneurs de Lannion, le groupe de Plancoët.

DIMANCHE :

— Allanic, Maripol, les Klassterien Vara... des poèmes, du cinéma...

Jour de paye, jour de colère

« Pas de pognon, pas de boulot ». C'est ce qu'a pu vérifier la direction de la Polymécanique mercredi 29 septembre, quand plus de la moitié des ouvriers en colère vin-

rent faire le siège de ses bureaux.

Cela couvait depuis un mois : la paye des congés avait été faite en retard et, après avoir versé un acompte,

la direction avait attendu 11 jours pour verser le reliquat. De plus, en ne tenant pas compte de la moyenne horaire du mois précédent, le directeur volait quatre heures sur le salaire de chaque ouvrier. Cela était mal passé. Mais, la CGT ayant refusé l'unité d'action pour un débrayage que lui avait proposé FO, on en était resté là, après un appel de la seule CGT, dans le cadre d'un mouvement à l'échelle départementale négligeant les problèmes des ouvriers de la Poly, mouvement qui fut un échec.

Mais des travailleurs, au Montage surtout, s'obstinaient à vouloir faire payer leurs congés, en respect de la législation, et projetaient de débrayer le jour de la paye, normalement mercredi 29 septembre. Ce jour, nous avons appris que la paye... était reportée au lendemain. Un grand nombre de travailleurs décidèrent alors de débrayer; le Décolletage en tête.

Le rassemblement devant la direction fut chaud. Sur proposition d'un délégué FO, il fut décidé d'attendre le directeur, d'exiger la paye le jour même, le paiement du reliquat des congés et le paiement du temps de grève. Plusieurs dizaines d'ouvriers et de délégués s'engouffrèrent dans le bureau exigu du directeur, où la température montait... presque autant que dehors où les autres attendaient.

La décision fut prise alors de faire distribuer les payes immédiatement, mais le reste était catégoriquement refusé. La CGT proposa à cette étape de reprendre le travail et de recommencer le lendemain, ainsi que le... 7 octobre ! FO fit voter pour le refus de reprendre sans satisfaction. La CGT entraîna une partie des grévistes, mais un fort groupe d'obstinés resta sur place. Et ce furent eux qui eurent raison : la direction annonça peu après qu'elle reconnaissait ses torts en matière de paye et qu'elle payait le débrayage. Sur le paiement des congés, rien n'était réglé. Mais en faisant reculer la direction, les travailleurs de la Poly lui ont donné un avertissement qui ne peut qu'être bénéfique pour l'avenir.



Les ouvriers de la Polymécanique en juin 1975, manifestant contre les réductions d'horaires... et de salaires.

Unelec - Vierzon :

MALADE ? LA PORTE !

Récemment, la direction de l'UNELEC licenciait trois camarades pour maladie prolongée. Ces camarades étaient arrêtés depuis plusieurs mois ; l'un à cause d'une maladie cardiaque et les deux autres à cause d'une jambe cassée. Mais ces deux derniers, actifs durant la grève, combattifs dans les ateliers, gênaient la direction. Depuis que ces licenciements sont connus, un climat de mécontentement règne dans les ateliers. Chacun se sent visé. Un camarade faisait remarquer : « Je suis malade des reins. Je dois me faire opérer. Je ne sais pas si je le ferai... ». Voilà ce que veut la direction : nous pousser à travailler au mépris de notre santé. Si nous avons le malheur d'être malade, d'être en accident de travail, nous ne sommes plus productifs ; elle nous licencie.

Mais il n'est pas dit que nous nous laisserons faire. Jeudi 30 il y a une réunion du personnel. Et il est possible que nous fassions comprendre à la direction ce que nous pensons de ses manières d'agir.

Laboratoires Roger-Bellon-Monts
(Indre-et-Loire)

EN GRÈVE !

Le laboratoire Roger-Bellon, à Monts, est en grève avec occupation depuis jeudi 23 septembre. Dans l'esprit des travailleurs, la grève c'est « comme en 1972 », où, au bout de treize jours d'occupation, le mouvement, suivi à 85 %, s'était terminé sur une victoire.

Mais là, ce n'est plus tout à fait la même chose : il y a un piquet de grève, les portes sont bloquées pour empêcher l'entrée et la sortie des marchandises, mais ce sont seulement 150 à 200 travailleurs sur les 580 que compte l'usine de Monts qui sont en grève cette fois-ci.

La grève a été lancée par un tract de la section CFDT, seul syndicat présent dans l'usine, qui appelait les travailleurs à se mettre en grève le lendemain matin. Cet appel était-il prématuré par rapport à la combativité de la majorité des travailleurs ? En tout cas, les travailleurs qui ont répondu à l'appel ont montré qu'un mécontentement réel existait, mais encore limité à une minorité.

D'ailleurs, depuis le début, le mouvement ne s'est guère étendu, mais ceux qui sont encore au travail n'ont pas tellement eu l'occasion d'être ralliés au mouvement, aucune autre assemblée de travailleurs n'ayant été convoquée, où ils auraient pu discuter et être gagnés à la grève.

Mais pour l'instant, rien n'est encore joué. Le blocage des portes gêne sans aucun doute la direction. Le moral est encore bon au piquet où les tours de garde se succèdent jour et nuit, et où participent de nombreux travailleurs et travailleuses. Et les non-grévistes peuvent encore être gagnés car, malgré la propagande intense des chefs et des cadres contre la grève, tous sont loin d'être hostiles à une lutte sur des revendications qui les concernent tous : augmentation des salaires de 300 F, alignement des salaires avec Neuilly (où se trouve le siège social), garantie de l'emploi, pas de retenues sur le troisième mois et demi pour maladie, amélioration des conditions de travail...

78 000 F :

La paye du P-DG du Crédit Lyonnais



Dans le Nouvel Observateur du 13 septembre dernier, il était écrit que monsieur Brossolette, PDG du Crédit Lyonnais, touche, comme paye déclarée, au Crédit Lyonnais, 78.000 F par mois, à multiplier par 14 mois.

Si l'on fait le calcul, cela représente par jour ouvré 3 900 F. Il gagne donc en une journée ce que gagne en un mois un gradé cl. IV.

Autre exemple : 2 % d'augmentation, équivalent pour lui à 1 560 F, soit environ la paye d'un nouvel embauché.

Et ce sont des gens comme lui qui, sous prétexte de nous apprendre à gérer notre budget, ont le culot de nous retirer notre chéquier, ou de nous faire des difficultés au moindre découvert !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais Cadet-Lafayette - Paris.)

Grève du magasin Record de Saint-Herblain

(Loire-Atlantique)

« Record Saint-Herblain, où la CFDT est majoritaire, était en grève samedi 25 septembre. Pourquoi ?

— Pour les salaires : on gagne 300 F de moins que dans les autres hypermarchés ; on réclame 300 F plus 6 %. On a vu deux fois la direction, le 22 septembre (elle a refusé de discuter en attendant le rapport Barre) et le lendemain, où elle a proposé 3 % en octobre et 2 % en janvier, et pas de rattrapage des salaires par rapport aux autres hypers, parce que la société ne ferait pas de bénéfices (ça fait quatre ans qu'elle n'en aurait pas fait).

Vendredi 24, le personnel s'est réuni devant le magasin et a décidé de débrayer. On a demandé une entrevue avec la direction. Elle est restée sur ses positions, ne voulant pas discuter tant que le personnel n'aurait pas repris le travail. Dès qu'on a occupé le magasin, ils ont appelé un huissier. Les délégués ont été convo-

qués le lendemain samedi au tribunal (qui a rendu l'arrêt d'expulsion du magasin et du parking).

Samedi matin, on avait décidé d'aller travailler pour investir les caisses et empêcher le magasin de fonctionner. En fait, ils ont refusé au personnel d'entrer, ils ont bloqué les portes. Ils ont ouvert à l'heure normale avec tout l'encadrement aux caisses. On est resté sur le parking à distribuer des tracts aux gens et beaucoup sont repartis. On a manifesté dans le magasin en faisant plusieurs fois le tour. Le magasin a fermé à 17 h 30 au lieu de 21 heures.

Aujourd'hui lundi, le travail a repris normalement. Demain mardi a lieu une nouvelle rencontre avec la direction, et prévue de longue date celle-là.

Nous en avons aussi assez de l'encadrement arrogant, impoli, vulgaire avec le personnel. »

CTR (Rueil) :

On a des voitures, mais pas de sous

Nous travaillons à la DRDA. Pour tout le monde, cela veut dire : Direction des Recherches et Développement Automobile. Vu de l'extérieur, c'est le centre d'études de la Régie et, d'après certains journaux spécialisés, ce serait même le bureau d'études de la plus moderne d'Europe.

Oui, mais pour nous, de l'in-

térieur, cela nous fait un peu rire. Que peut-on penser d'un bureau d'études qui n'a même pas de quoi se payer quelques instruments de mesure valant dans les 1 000 F ou les 1 500 F ?

Faute d'appareils de mesure, nous sommes obligés de travailler différemment et de

nous compliquer l'existence ou d'emprunter à des camarades leurs instruments personnels.

A la DRDA, il y a un parc automobile de service important et inutilisé, mais pas de sous pour acheter du matériel de travail.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du C.T.R. - Rueil.)

LE PC

de Jean
ELLEINSTEIN

■ Présenté par son auteur comme une œuvre personnelle — « Je n'ai demandé à personne l'autorisation de le rédiger, et je ne l'ai donné à lire à personne », écrit-il en préambule — ce livre est, à l'exemple de cette citation, celui des fausses audaces.

En effet, contrairement à ce que laisse entendre Elleinstein, suivi en cela par nombre de commentateurs, il ne contient aucune révélation. Et ce ne sont pas les accumulations de chiffres et de noms de membres de la direction du PCF qui peuvent faire illusion. Tous ces éléments, présentés en vrac, sans aucun commentaire critique, ont été publiés par le PCF lui-même à un moment ou à un autre (à l'exception peut-être du tableau du nombre d'adhérents que le PCF dé-

clare avoir dans les grandes entreprises). On savait que le PCF regroupait un nombre important d'ouvriers, dont on retrouve une proportion importante à la direction. On savait encore, depuis les rapports au dernier congrès, qu'une majorité de ses adhérents (environ 60% selon les estimations fournies par Elleinstein) l'ont rejoint depuis 1968. La compilation désordonnée qu'en fait Elleinstein en est lassante.

L'originalité n'est donc pas dans cette prétendue radiographie du PCF par un de ses membres. Elle est dans les arrière-pensées qui ont présidé à la décision de faire un tel livre.

Jean Elleinstein, en effet, est devenu peu à peu l'historien, sinon officiel, du moins celui qui a la charge de défricher le terrain dans la direction

de l'ouverture. Une ouverture qui, en dépit de ce qu'on veut bien nous dire, reste contrôlée. Auteur d'une Histoire de l'URSS, dans laquelle l'audace suprême consiste, plus de vingt ans après le 20^e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, à critiquer Staline et ne pas traiter Trotsky d'agent de la Gestapo, le voilà une fois encore envoyé en franc-tireur.

Son dernier livre est une pièce - parmi d'autres - destinée à faire la preuve que le PCF est, à la suite du Parti Communiste Italien, un parti responsable, national, qui ne détermine pas sa politique en fonction des liens qu'il eut dans le passé avec Moscou. Positions qui ne sont pas nouvelles, puisqu'elles ont été mises en avant avec éclat au dernier congrès du PCF. En fait, le franc-tireur ne s'éloigne guère de son camp de base. Et son audace se trouve en fin de compte à déduire des positions actuelles du PCF les implications immédiates. C'est ainsi qu'il déclare que, puisque le PCF est partisan de la Défense nationale, il « découle, à plus ou moins longue échéance (...) l'acceptation de l'arme nucléaire française, car on ne peut concevoir une défense nationale authentique fondée

seulement sur le lance-pierre ou les armes conventionnelles ».

Elleinstein, d'historien, se fait à l'occasion théoricien. Pour justifier l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, il écrit : « Le poids des activités répressives de l'Etat a relativement diminué, même si elles ont augmenté dans l'absolu. Les différentes institutions de l'Etat sont devenues des lieux de la lutte des classes et de la lutte des idées ». Lutte des classes au sein de l'état-major de l'armée, de la haute administration ? Il suffit donc que les généraux de « gauche » l'emportent sur ceux de droite, que les hauts fonctionnaires de « gauche » soient plus nombreux que ceux de droite, pour faire l'économie d'une révolution, si l'on suit Elleinstein. Où vont se nicher l'originalité et le modernisme !... Dans les vieilles idées qui datent de près de cent ans, qui ont été largement exposées par les réformistes de tout poil... et dont la fausseté a été plus que longuement démontrée par l'Histoire.

Jean-Pierre VALI

Le PC de Jean Elleinstein - Ed. Grasset -

La démocratie à Sacramento (USA)

de Jacques ARNAULT

■ Ce petit livre, écrit par un journaliste de l'Humanité, décrit sous la forme d'un reportage le fonctionnement des institutions politiques américaines à Sacramento, capitale de l'Etat de Californie, l'un des plus riches des Etats-Unis. L'auteur étudie successivement le mode de désignation et de fonctionnement du conseil et des autorités municipales, puis celles du comté et enfin celles de l'Etat de Californie.

Tout le livre conduit à cette conclusion : sous les dehors les plus égalitaires, la démocratie en Californie est la démocratie des riches pour les riches.

Quoi de plus démocratique en effet, en apparence, que le conseil municipal élu qui légifère en public et dont les décisions peuvent éventuellement être remises en cause par référendum, si 15% des votants aux élections municipales le demandent ?

Quoi de plus démocratique, en apparence, que ce système par lequel toutes les autorités administratives et judiciaires du comté sont élues, depuis le shérif et les juges, jusqu'aux responsables chargés d'établir et de recouvrer les impôts, en passant par les membres de nombreuses commissions, comme celle des écoles, qui a la charge pleine et entière de toutes les affaires concernant l'enseignement ?

Mais dans cette démocratie-là, sur 119 membres des deux assemblées de l'Etat, il y a 54 avocats, les autres honorables législateurs étant, pour l'essentiel, assureurs, promoteurs et hommes d'affaires...

Mais dans cette démocratie, 4.000 propositions de lois ont été déposées en six mois au niveau de l'Etat par des nuées d'avocats et d'hommes de loi, appliqués à tisser dans de multiples commissions l'embrouillamini juridique qui permettra de faire aboutir les intérêts privés qu'ils représentent.

Et la domination de l'argent s'étale si cyniquement au paradis du capitalisme que tous ces as du maquis procédurier, tous ces filous de l'amendement ont officiellement pignon sur rue : un secrétaire d'Etat publie régulièrement un annuaire où figurent,

non seulement les noms et photographies de tous ses « assistants techniques », mais aussi le nom des sociétés et des associations dont ils représentent les intérêts.

Ce ne sont là que quelques-uns des exemples cités par Jacques Arnault sur le système politique américain, qui éclairent d'une vive lumière le monde politique américain officiel.

Un monde où « une carrière politique est une série d'épreuves qui sélectionnent le dévouement (ou la docilité) au monde des plus grandes affaires... Rechercher dès lors entre Gerald Ford, Hubert Humphrey, Ronald Reagan, Henry Jackson ou Jimmy Carter des divergences de fond, c'est faire fausse route. Il n'existe entre eux que des divergences de langage destinées aux électeurs... »

Une opinion que Georges Marchais, qui déclarait en août dernier préférer Jimmy Carter au candidat républicain, trouvera certainement exagérée, voire même gauchiste...

Pierre VERNANT

La démocratie à Sacramento (USA) de Jacques Arnault - Editions sociales - 234 pages - 20 F.



Jimmy Carter et Gerald Ford lors de leurs débats télévisés. La grande foire des élections présidentielles : le meilleur spectacle de la démocratie à l'américaine.

Le bonheur est dans le pré

de Pierre BONTE

L'émission de Pierre Bonte *Vive la vie*, diffusée tous les matins sur Europe 1, a connu un certain succès. La transposition sur le petit écran, au cours du *Petit rapporteur*, de Jacques Martin, a véritablement lancé Pierre Bonte et ses interviews de personnages insolites.

Le filon continue d'être exploité avec la parution d'un livre qui a connu cet été une certaine vogue chez les libraires.

La lecture, hélas, en est bien décevante, voire irritante. Alors que l'interview présentait le personnage pour ce qu'il était, faisait sourire par les pittoresques du langage et la pointe d'humour au détour de la phrase, le livre au contraire conduit Pierre Bonte à reprendre à son compte

les propos de ses interviewés. Et cela donne du bonheur une conception fort curieuse.

Une importante proportion de ces gens heureux trouvent leur bonheur dans le petit verre de rouge ou le pastis, d'autres dans la fréquentation assidue de l'église, tandis que certains préfèrent s'isoler de la compagnie des hommes. La plupart affichent leur aversion pour les marques du progrès et de la société technologique. Presque tous ont de tout petits revenus, et ceci explique peut-être cela. Presque tous aussi vivent à la campagne et se déclarent plus heureux que les gens des villes. Mais bien peu en fait parlent d'un art de vivre capable de séduire le

lecteur. Car les personnages qu'on nous présente vivent petitement, dans un univers étriqué, dont ils parviennent à s'accommoder, parfois parce qu'ils n'imaginent pas qu'on puisse vivre autrement.

Le bonheur, ce n'est pas se contenter de 500 F par mois pour vivre, n'avoir ni télévision ni électricité, ni attendre l'âge de la retraite pour savoir ce que c'est que la liberté. Le bonheur, c'est d'abord pouvoir choisir la vie que l'on veut mener. Mais ce bonheur-là n'est pas dans le pré de Pierre Bonte.

Hélène DURY.

Le bonheur est dans le pré, de Pierre Bonte - 340 p - 30 F.

Les hommes du président

d'Alan J. PAKULA

Comment deux journalistes inconnus jusque-là ont-ils réussi à jeter bas le masque des hommes du président Nixon et l'amener, lui, le président du plus puissant Etat du monde, à démissionner de son poste ? Tel est le sujet du film réalisé d'après le récit qu'ont fait les deux journalistes, Carl Bernstein et Bob Woodward, de leur propre histoire et de la façon dont ils ont mené leur enquête.

Qui a commandité le cambriolage du Watergate, qui se double d'une affaire d'espionnage ? Patiemment, avec acharnement aussi, les deux journalistes vont remonter la filière, la reconstruire. Et leur enquête les conduira au Comité pour la réélection du président Nixon et au président lui-même.

Le film s'arrête là, au bout des six premiers mois de l'enquête, Nixon est réélu triomphalement, malgré le scandale. Mais l'affaire a pris une ampleur nationale et, un an et demi plus tard, Nixon est contraint cette fois à démissionner de son poste de président.

Volontairement, le film se limite à l'enquête, ses débuts difficiles et la lente progression des deux journalistes dans la reconstitution du puzzle des informations incomplètes qu'ils parviennent à obtenir.

Il est vrai que la stricte enquête policière et l'histoire de ces deux journalistes à la recherche de l'explication tiennent en haleine pendant les deux heures et dix minutes que dure le film.

Cela dit, non seulement le contexte politique n'est pas évoqué, mais le portrait des deux héros, sur la personnalité desquels on ne nous dit pratiquement rien, hormis qu'ils sont employés par le *Washington Post*, apparaît bien sec. Cela laisse d'abord le spectateur sur sa faim d'explications politiques, mais aussi limite quelque peu son intérêt pour l'histoire qui est racontée là.

Cécile BERNIER.

Un éléphant, ça trompe énormément

d'Yves ROBERT

Jean Rochefort, qui incarne un chef de service dans un ministère, entr'aperçoit, en se rendant à son travail, une femme, créature de rêve. Lui qui, nous dit-on, n'avait plus porté de regard sur une autre femme que la sienne depuis son mariage, c'est-à-dire depuis dix-sept ans, s'embrase soudain.

Dans cette quête, il bénéficie de la complicité de ses copains. Et nous assistons, autour de cette trame, aux farces et aux déboires de l'équipe. Comme les trois mousquetaires, ils sont quatre, que rassemble une vieille amitié, quatre qui se retrouvent sur les courts de tennis une fois ou deux par semaine. Ils ont la quarantaine, mais conservent des attitudes et des habitudes d'adolescents. Guy Bedos incarne un petit médecin, timide, refoulé, aux prises avec une mère possessive. Victor Lanoux joue le rôle d'un mari, hâbleur, dragueur, incorruptible, mais qui s'effondre quand

sa femme le quitte. Quant au boute-en-train de l'équipe, Cl. Brasseur, amateur de clinquant, matamore, il est, nous l'apprenons au détour d'une séquence, homosexuel. A quatre, ils vont donc tout mettre en œuvre pour consoler le Don Juan délaissé par son épouse et aider le fonctionnaire à conquérir la femme de ses rêves.

Yves Robert a voulu à la fois tracer un portrait comique et attendri des membres de ce quatuor qui s'emmêle dans les péripéties dérisoires de leurs exploits de séducteurs. Il y réussit sans conteste. A maintes reprises, on rit : soit que la situation soit franchement burlesque, soit encore que nos héros se retrouvent dans les postures les plus ridicules.

Mais Yves Robert exprime vis-à-vis de ses héros une tendresse et une complicité qui, sont souvent de mise lorsqu'on évoque les exploits masculins... Sur ce plan, il ne fait guère preuve d'originalité.

Jean-Paul VALI.



Haldeman, secrétaire général du président, Mitchell, ministre de la Justice, Ehrlichman, conseiller de Nixon en matière de politique intérieure, Mardian, adjoint au ministre de la Justice : quelques éminents personnages du brain trust de Nixon.

L'AFFAIRE DU WATERGATE : ENQUETES POLICIERES ET CAMPAGNE POLITIQUE

De quels appuis les deux petits journalistes inconnus (le couple Woodstein, comme on les a appelés) ont-ils bénéficié ? A cela le film ne répond pas. Or Watergate n'est pas qu'une affaire policière. C'est d'abord et avant tout une histoire politique.

1972 est une année d'élections présidentielles aux Etats-Unis. Nixon, président républicain sortant, mène campagne pour sa réélection. Le 17 juin, cinq hommes sont surpris par les policiers dans l'immeuble du Watergate, dans les bureaux du Parti Démocrate. Parmi eux, quatre anti-castristes connus. Le cinquième, J.W. Mac Cord, est coordinateur de la sécurité du Comité pour la réélection du président Nixon. Il a été chef de sécurité à la CIA.

Les dessous politiques de cette affaire sont évidents. Pourquoi espionner le Parti Démocrate, sinon pour le compte des Républicains, c'est-à-dire de Nixon ? Mais, bizarrement, personne ne semble s'en rendre compte.

Seul le journal *Washington Post* va accorder dès le début une place assez importante à l'affaire. C'est la Une du journal. Celui-ci met deux « jeunes » au travail sur l'enquête, Woodward et Bernstein. C'est leur enquête qu'ils racontent

dans *Les hommes du président*. Et cinq mois plus tard, le 24 octobre, ils sont en mesure de reconstituer la filière qui conduit de la Maison-Blanche aux cambrioleurs, notamment au travers de cinq personnages tous liés à Nixon : Mitchell, ancien ministre de la Justice de Nixon ; Stans, ex-ministre du Commerce, collecteur de fonds n° 1 du Comité pour la réélection du président ; Magruder, directeur-adjoint de la campagne de Nixon ; Kalmbach, avoué personnel de Nixon ; Haldeman, secrétaire général de la Présidence.

Voilà les hommes qui mènent la campagne de Nixon avec des fonds secrets de plusieurs centaines de milliers de dollars, pour financer cambriolages, vols de documents, espionnage, diffusion de fausses nouvelles...

Nixon est cependant réélu triomphalement en novembre 1972 et le *Washington Post* est violemment attaqué par la Maison-Blanche. Mais l'enquête maintenant va suivre son cours. Les bandes magnétiques où Nixon enregistrerait toutes ses conversations viendront confirmer tout ce que l'enquête a déjà montré : Nixon et son équipe ne sont que des menteurs, des prévaricateurs, des espions...

Pour les deux journalistes, c'est le succès. Mais pas pour eux seuls. Ce triomphe est aussi celui de tous ceux qui, de façon plus ou moins avouée, les ont encouragés, aidés, depuis le rédacteur en chef du *Washington Post*, un ancien ami de Kennedy, qui a engagé son journal dans l'affaire, jusqu'aux informateurs secrets des journalistes, du type de « Gorge Profonde », probablement bien placé, au FBI par exemple, pour être si bien informé.

Watergate n'en est pas moins une affaire exceptionnelle qui a révélé, pour ceux qui se faisaient des illusions jusque-là, la pourriture du personnel politique de la démocratie américaine. Il a rappelé aussi que les classes dirigeantes américaines se sentent sans doute suffisamment sûres de leur pouvoir pour laisser dévoiler ainsi publiquement avec quel monde de truands et de gangsters les hommes politiques du régime cohabitent.

Partout ailleurs, sans doute, elles auraient trop craint de voir le régime politique sombrer dans les remous provoqués par une telle affaire... et auraient trouvé moyen de l'étouffer.

C. B.

Sélection cinéma

FILMS POLITIQUES

Actes de Marusia : Styx (5').

Cadavres exquis : Paramount Gaité (14').

1900 : Gaumont Théâtre (2') - Quintette (5') - Haute-feuille et Montparnasse 83 (6') - Marignan (8') - Fauvette (13') - Gaumont Sud (14'). Clichy Pathé (18').

Quand tu disais, Valéry... : St-Séverin (5').

Adalen 31 : Chatelet Victoria (11'), à 16 h.

Alexandre Newski : Actua Champo (5').

AUTRES FILMS

Au fil du temps : Marais (4').

Barry Lyndon : Impérial (2') - Gaumont Rive Gauche et Haute-feuille (6') - Gaumont Champs Elysées (8') - Gaumont Sud (14').

Cria Cuervos : St-Germain Huchette (5') - Elysées Lincoln et St-Lazare Pasquier (8') - 14

Juillet (11') - Montparnasse Pathé 74 et P.L.M. St-Jacques (14').

2001 : l'Odyssée de l'espace : Studio Contrescarpe (5') - Elysées Point Show et Madeleine (8') - Diderot (12').

Mes chers amis : Quintette (5') - Monte Carlo et St-Lazare Pasquier (8') - Français (9') - Les trois Nation (12') - Montparnasse Pathé 74 et Olympic Entrepôt (14') - Clichy Pathé (18').

Next stop, Greenwich village : Les Cinoches de St-Germain (6').

Nous nous sommes tant aimés : Les Cinoches de St-Germain (6') - Marbeuf (8').

Vol au-dessus d'un nid de coucou : Bilboquet (6') - Marbeuf (8') - Athéna (12').

L'argent de poche : Boîte à films (17'), à 13 h - Dominique (7').

Cousin, Cousine : André Bazin (13').

Le docteur Folamour : Trois Luxembourg (6').

Fahrenheit 451 : Chatelet Victoria (11'), à 18 h.

La flûte enchantée : Cité Internationale (14') - Auteuil Bon Cinéma (16').

Le joueur de flûte de Hamelin : T.E.P. (20'), jeudi à 20 h.

Le vieil homme et l'enfant : Studio de l'Etoile (17').

POUR SE DISTRAIRE

Le magnifique : Cinéma des Champs-Elysées (8').

Bananas (Woody Allen) : Dominique (7').

Un éléphant, ça trompe énormément : Richelieu (2') - St-Germain Studio (5') - Dragon (6') - Mercury et Paris (8') - Lumière (9') - Fauvette (13') - Montparnasse Pathé (14') - Victor Hugo (16') - Wepler (18') - Gambetta (20').

On aura tout vu : Impérial (2') - Concorde (8') - Montparnasse 74 (14').

* Et toujours le festival Shakespeare, par Laurence Olivier, au Studio Gît-le-Cœur (6').

Aux Dossiers de l'écran :

« Les agents sont de braves gens »

Un débat sans surprise aux Dossiers de l'écran du mardi 28 septembre, qui avaient pour thème : **La police**.

La police était représentée sur le plateau par Gevaudan de la Police Judiciaire et Pellegrini de l'Office Central de Répression du Banditisme. Il y avait aussi heureusement, parmi d'autres invités, magistrats, avocats et journalistes, Henri Leclerc qui représentait le Mouvement d'Action Judiciaire. Heureusement car, sans la présence de cet opposant, l'émission se serait transformée en un panégyrique lénifiant de la police et des policiers.

Il faut dire que les seuls reproches adressés à la police ont été formulés au début de l'émission par le meneur de jeu : violence, racisme, liens avec la pègre, abus des armes, etc. Par la suite et avec une unanimité touchante, tous les appels du standard venaient féliciter la police, déplorer son manque de moyens, regretter l'indulgence des magistrats, etc.

Gevaudan, qui parlait avec assurance, devait affirmer : « **Les policiers ont de la psychologie, il faudra vous y faire** ». Des commissaires vio-

lents, est-ce que cela existe ? Pas que je sache. Des contreparties pas très licites pour les indics qui renseignent la police ? Il y en a très peu. Le Milieu parle souvent spontanément, pour des raisons personnelles. Et puis il faut savoir ce qu'on veut, à la fin.

Des bavures ? Oui, bien sûr, ce sont toujours les mêmes dont on parle. Cela prouve qu'il y en a peu. Les bavures — tout le monde a répété ce mot détestable — sont humaines. Cela peut arriver à tout le monde, à tous ceux qui ont des responsabilités comme conducteurs de trains (mais, et Gevaudan ne le disait pas, les conducteurs de train sont mis en prison en cas d'accident). Pourquoi, demandait avec candeur un magistrat, les policiers, en pareil cas, ne pourraient-ils pas bénéficier, comme tout justiciable, d'une présomption d'innocence ? Pourquoi n'auraient-ils pas le minimum de garanties accordé aux autres citoyens ?

Bref, on l'a compris, tout ce beau monde mentait effrontément et se fichait de nous.

Leclerc a bien essayé d'avancer des critiques et des informations. Il a été noyé sous

le flot de louanges pro-policières qui submergeaient le studio. Mais quand Leclerc affirmait qu'il connaissait, lui, des policiers pas heureux de faire la tâche qu'on leur donnait à faire, quand il disait qu'il ne fallait pas faire porter les tares de la police aux policiers, que c'était un problème de commandement et un problème politique, quand il mettait en cause la formation donnée aux policiers et les méthodes d'enseignement du tir, quand il affirmait qu'aujourd'hui le commandement de la police faisait courir des risques aux policiers eux-mêmes, manifestement, ces propos étaient destinés aux syndicats autonomes de la police, pas aux téléspectateurs, citoyens qui subissent la police.

C'est dire que le rôle de la police, sa fonction sociale, la force qu'elle représente au service de la classe dominante dans une société profondément inégale et injuste, l'absence totale de contrôle de la population sur la police et ses agissements, tout cela n'a pas été évoqué, ou si peu que le débat est resté sur le terrain traditionnel de « la bonne police », sans grand intérêt.



Les violences de la police ? De simples bavures...

(Sipa)

sélection

Samedi 2 octobre

FR3 - 20 h - Les animaux chez eux : l'arrière-pays australien.

FR3 - 20 h 30 - **Nouvelle-Orléans bien-aimée**. Une émission de jazz de J.-C. Averty, consacrée au jazz New-Orléans, avec la participation, entre autres, des Haricots Rouges, de Maxime Saury, de Max Lafférière...

Dimanche 3 octobre

ANTENNE 2 - 16 h 20 - Des animaux et des hommes : la migration des cigognes.

FR3 - 17 h 50 - Méditerranée : La mer. Deuxième émission de la série, qui montre les problèmes de cette mer pauvre en poissons.

TF1 - 20 h 30 - Film : **Max et les ferrailleurs**, de Claude Sautet, avec Michel Piccoli, Romy Schneider... Un inspecteur de police se sert de ses amitiés pour coincer le gang des « ferrailleurs ».

FR3 - 20 h 30 - **L'affaire Dreyfus ou l'intolérable vérité**. Des extraits du film de Jean Chérasse. Ces extraits ne comportent que les éléments et les documents relatifs aux faits.

ANTENNE 2 - 22 h 35 - Signe des temps : la Côte d'Ivoire. Un reportage sur les problèmes de ce pays aujourd'hui.

Lundi 4 octobre

TF1 - 20 h 30 - Film : **Sait-on jamais**, de Roger Vadim, avec Françoise Arnoul, Robert Hossein... Une histoire policière à Venise, l'hiver.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Nevada Smith**, de Henry Hathaway, avec Steve McQueen. Un jeune garçon voit ses parents massacrés par des bandits. Devenu adulte, il n'aura pas vergé ses parents. Peu à peu, le vengeur se transforme lui-même en dangereux aventurier.

ANTENNE 2 - 21 h 55 - **Alain Decaux raconte Alamo**... C'est l'histoire, devenue légendaire aux USA du siège de Fort Alamo. Un épisode de la guerre menée par le gouvernement américain contre le Mexique pour la conquête de la province mexicaine du Texas, en 1837... Decaux nous parlera-t-il, au-delà de la légende et des clichés, de cette guerre-là ?

Mardi 5 octobre

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les dossiers de l'écran : **Golda**

Meir face aux téléspectateurs... Il n'y aura donc pas ce soir de débat, mais Golda Meir qui répondra aux questions. Chef du gouvernement israélien de 1969 à 1974 membre du Parti Social-Démocrate de ce pays, elle porte la responsabilité de la politique de conquête et de répression d'Israël contre le peuple palestinien et les peuples arabes. Un film israélien introduira cette soirée : **Ils étaient dix**, film qui raconte l'histoire de dix émigrés venus d'Europe Centrale à la fin du siècle dernier pour fonder une colonie agricole en Palestine.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Tarzan, l'homme-singe**, de W.S. van Dyke, avec Johnny Weissmuller. Ce film date de 1932. FR3 se propose de diffuser les six films consacrés aux aventures du célèbre homme-singe tournés avec Johnny Weissmuller.

Mercredi 6 octobre

FR3 - 20 h 30 - Film TV : **La vie en pièces**, de Daniel Moosman, avec Anna Karina, Pierre Vaneck. L'histoire d'une fille de 12 ans écartelée par le divorce de ses parents. Daniel Moosman est le réalisateur des films **Biribi** et **Le bougnoul**.

Vendredi 8 octobre

ANTENNE 2 - 21 h 35 : Apostrophes : **Les communistes français changent-ils ?** avec la participation de Pierre Daix, ancien directeur du journal **Les Lettres Françaises** (qui était jusqu'à sa disparition un hebdomadaire littéraire lié au PCF), ancien membre du PCF, et de Jacques Elleinstein, historien, membre du PCF, chargé de présenter le nouveau visage du PCF, qui s'efforce de plus en plus de ressembler au Parti Communiste Italien.

ANTENNE 2 - 22 h 45 - Cinéclub : **Hero's Island**, de Leslie Stevens. Un film d'aventures... sans plus.

Samedi 9 octobre

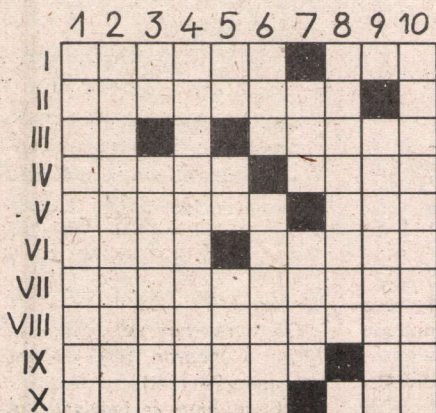
FR3 - 20 h 30 - La deuxième émission de J.-C. Averty, consacrée au jazz New-Orléans.

Dimanche 10 octobre

TF1 - 20 h 30 - **Trop tard pour les héros**, un film de Robert Aldrich.

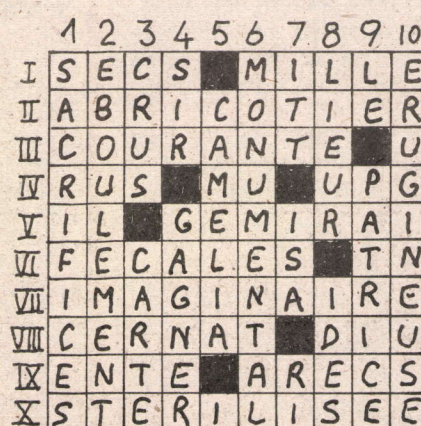
FR3 - 22 h 30 - **Le désert rouge**, un film d'Antonioni.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. On les a à l'œil - Se met ou se franchit. — II. Nympe. — III. Saint breton - Automatiquement dangereux. — IV. Se parle sur les rives de la Baltique - Toujours trop nourris. — V. Partie du monde - Personne chère. — VI. Ne s'use que si l'on s'en serre - Pas très chaud. — VII. Ne s'ouvrent guère. — VIII. Prend part. — IX. Mammifères marins. — X. Rivière est-européenne - On ne sait où leurs coups nous mènent.

VERTICALEMENT. — 1. Rassemblement pacifique. — 2. Qui donne envie de tout rendre. — 3. Note - Tirai. — 4. Ils savent mener leur barque. — 5. Adverbe - Epelé : arme - Ils mettent de l'ordre. — 6. Mot latin - Mode de cuisson. — 7. Remplace parfois les sentiments - En plein dans l'œil. — 8. Personnage de Molière. — 9. Porte trois pointes. — 10. Regardent trop derrière eux.



Nouvelle offensive de Assad contre les Palestiniens et la gauche libanaise

Après avoir fait pendre le commando palestinien qui s'était emparé de l'hôtel Sémiramis et proclamé ainsi qu'il était bien décidé à mettre au pas les Palestiniens et leurs alliés par tous les moyens, Assad vient de lancer son armée à l'assaut de la montagne libanaise.

L'offensive - qui semble d'envergure - souligne, si besoin était, que le but du gouvernement syrien est bel et bien d'écraser la gauche et la Résistance palestinienne. S'il faut en croire Arafat, leader de l'OLP, la Syrie a lancé ses chars à l'assaut de la montagne au moment où il

aurait été convenu avec le nouveau président libanais, Elias Sarkis, un retrait progressif des forces palestiniennes de leur position du Mont Liban. Toujours selon Arafat, « les forces syriennes ne nous ont pas laissé le temps de mettre cet accord en application ».

La hâte des Syriens et de leurs alliés phalangistes à s'emparer par la force d'un territoire que les Palestiniens s'approprièrent à quitter prouve que la prise de ce coin de montagne était un problème beaucoup plus politique que militaire. Il fallait, il faut pour la Syrie que les Palestiniens et

leurs alliés soient bien persuadés qu'ils n'ont qu'à abandonner et à céder devant les exigences de la droite et de Damas.

C'est bien pourquoi les Syriens ne pouvaient accepter le « retrait progressif » proposé par Arafat. Il leur faut au contraire défaire militairement la Résistance, la réduire, sinon l'abattre complètement. A ce moment Assad et la droite chrétienne pourraient peut-être accepter un « compromis », c'est-à-dire un règlement qui laisserait les Palestiniens sans pouvoir, pieds et poings liés. Mais jusque-là, les règlements et les trêves proposés par la

Syrie ne seront que momentanés, juste le temps pour l'armée syrienne de préparer l'offensive suivante.

Et le massacre auquel nous assistons actuellement se fait sous l'œil complice de l'ensemble des Etats arabes, tous hostiles aux mouvements populaires, à la gauche libanaise comme à la Résistance palestinienne. Et lorsqu'ils protestent contre l'offensive

actuelle de la Syrie, comme l'Egypte par exemple, c'est uniquement pour abaisser diplomatiquement Assad. Mais tous se gardent bien d'aider en quoi que ce soit les Palestiniens ou la gauche libanaise.

Car tous, au fond, rejoignent les souhaits de la Syrie et, derrière elle, de l'impérialisme : mettre au pas les Palestiniens.

Georges LATTIER

LA SYRIE A L'HEURE DES POTENCES

Rhodésie

La fin du pouvoir blanc

Depuis que Ian Smith a rendu public l'accord qu'il a signé avec Kissinger, le processus qui devrait conduire les mouvements nationalistes africains à la tête de la Rhodésie est engagé. A quel rythme il se déroulera, quels rebondissements la situation du pays connaîtra encore, il n'est pas possible de le prévoir.

Selon les termes de la déclaration de Smith, les dirigeants rhodésiens ont accepté que la règle de la majorité soit établie dans les deux ans et que l'actuel gouvernement rhodésien rencontre les mouvements nationalistes noirs pour constituer un conseil des ministres qui comprendra une majorité de Noirs. En contrepartie, a affirmé Ian Smith, les sanctions économiques contre la Rhodésie seront levées et les mouvements nationalistes cesseront les actions militaires dès la formation du gouvernement.

Ainsi Ian Smith, annonçant publiquement son accord pour que le pouvoir tombe entre des mains qu'il qualifiait encore il y a peu de « non civilisées », a cédé.

Pourtant, dès cette annonce, les dirigeants des mouvements nationalistes noirs ont fait connaître leurs réticences et leur opposition. Réunis en conférence à Lusaka, les chefs d'Etat des cinq pays limitrophes de la Rhodésie faisaient savoir que, eux, ne jugeaient

pas l'accord Smith-Kissinger satisfaisant.

La situation peut, du coup, apparaître de nouveau bloquée en Rhodésie. Mais un pas important a été franchi car, malgré tous les délais et les conditions restrictives dont il l'a assortie, c'est à une véritable capitulation que vient de se résoudre Ian Smith. Les Africains auront certes encore beaucoup à faire pour obtenir pleinement satisfaction, ne serait-ce que pour imposer tous leurs droits. Et ce sera l'objet des négociations de la période qui s'ou-

vre, au cours de laquelle devront être définis dans le détail les étapes et les modalités précises de la constitution du nouveau régime rhodésien.

Mais quels que soient les problèmes et les difficultés qui marqueront encore dans la période à venir l'arrivée des Africains au pouvoir dans leur propre pays, l'important reste que ce bastion du racisme institutionnalisé que constitue la Rhodésie de Ian Smith est en train de vivre ses derniers moments.

Christiane LE GUERN

La révélation du Washington Post : Ford a des lourdeurs d'estomac

Woodward et Bernstein, les journalistes du *Washington Post* désormais célèbres pour avoir révélé l'affaire du Watergate, viennent de lever un nouveau lièvre. C'est Ford cette fois-ci qui est en cause. Il aurait personnellement utilisé des sommes de l'ordre de 4.500 dollars versés au Comité républicain dans le cadre de la campagne de 1970. Par ailleurs, un représentant de la compagnie US Steel, le plus important groupe sidérurgique américain, affirme que sa société avait invité

par trois fois Ford, avant qu'il ne soit président, à des week-ends de golf dans le New Jersey. Ce qui en soi pourrait sembler anodin, mais qui, aussi, pourrait bien être la preuve de trafic d'influence.

Que ces révélations soient faites à un mois des élections, c'est certainement de bonne guerre, le *Washington Post* ne cachant pas ses sympathies démocrates.

Un nouveau Watergate ? Précipitant la victoire de Carter ou bien la démission à plus ou moins longue échéan-

ce de Ford, comme son prédécesseur ? Rien ne permet de l'affirmer, d'autant que ce genre de révélations pourrait être faite au sujet de la plupart des hommes politiques, républicains comme démocrates.

Il n'en reste pas moins qu'une instruction est ouverte par une chambre de mise en accusation, dont les délibérations sont secrètes bien sûr, mais qui laisse à penser que Ford risque de voir ses week-ends lui peser lourd sur l'estomac.

ne pouvait en aucun cas faire avancer la cause du combat des Palestiniens, mais il peut témoigner du désespoir dans lequel se trouvent nombre de militants palestiniens. Et comment s'étonner aussi qu'une telle action puisse être dirigée contre la Syrie d'Assad, cette Syrie qui, après avoir affirmé pendant des années sa solidarité avec la Résistance palestinienne, combat aujourd'hui au coude à coude avec les forces phalangistes libanaises pour écraser le camp palestino-progressiste.

Mais même l'hypothèse d'une provocation, d'une manipulation par la Syrie, ne peut être écartée. Car l'attentat du commando sert, on ne peut mieux, la propagande d'Assad. Il sert à jeter le discrédit sur l'ensemble du combat des Palestiniens. Il sert à justifier aux yeux de l'opinion publique syrienne les menées guerrières de son armée et en particulier la nouvelle offensive de grande envergure qu'elle vient de déclencher dans la montagne libanaise.

Que l'attentat contre l'hôtel Sémiramis ait été une provocation montée de toutes pièces par la Syrie ou qu'il soit le résultat d'un acte de désespoir, nous ne le savons pas. D'autant que les deux ne s'excluent pas. Mais ce qui est néanmoins certain, c'est que la réponse que lui a donnée Assad témoigne de la barbarie de son régime et du sort qu'il est prêt à réserver à tous les opposants à sa politique.

G.L.